

imprecoR

correspondance de presse internationale

bimensuel, n°30, 3 juillet 1975 3 ff, 3 fs, 30 fb





● sommaire

ITALIE

- Après le vote du 15 juin : Préparer les luttes de l'automne - par Livio Maitan
- Le sens d'un vote p. 3
 - La bourgeoisie dans une impasse p. 6
- Economie italienne : Le mythe de la reprise - par Ettore Salvini p. 8

URSS

- Lettre ouverte des prisonniers politiques communistes. p. 14

QUEBEC

- Lutte contre les lois anti-ouvrières - par Charles Bédart p. 24

PORTUGAL

- Pour la généralisation des conseils ouvriers - Déclaration de la LCI p. 28

PAYS BASQUE

- La journée de lutte du 11 juin p. 31

NOS DATES DE PUBLICATION POUR L'ETE

Nous publierons encore deux numéros avant les vacances d'été (datés 17 juillet et 31 juillet). INPRECOR ne paraîtra pas au mois d'août. Le prochain numéro sera daté 11 septembre.

Un des deux numéros avant les vacances sera consacré à la révolution indochinoise et ses implications au niveau régional et international.

INPRECOR 76 rue Antoine Dansaert - Bruxelles 1000/Belgique

Correspondance de presse internationale -- Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale -- Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.

ABONNEMENTS: 1 an -- 25 exemplaires : FF 70; FS 45; FB 600 ; \$ can 14
Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les USA et le Canada, par avion : \$ 24 par an • Pour les autres pays s'adresser à la rédaction

Pour tout règlement (sauf la France) : Gisela Scholtz, Société Générale de Banque, Agence Dailly 1030 - Bruxelles - Compte Courant N° 210-0320173-28
POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les faire parvenir à l'adresse suivante : S. I. E. , 10 Impasse Guéménée, 75004 PARIS

après le vote du 15 juin

PREPARER LES LUTTES DE L'AUTOMNE

LIVIO MAITAN

LE SENS D'UN VOTE

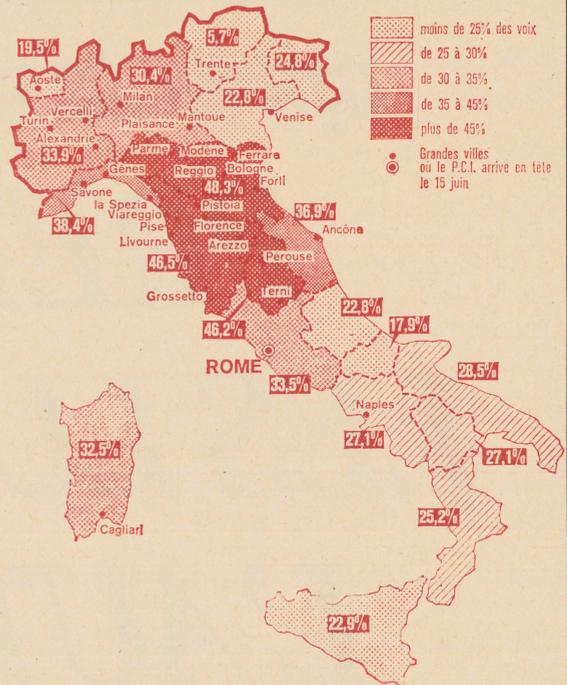
Les commentaires de la presse bourgeoise internationale sur les élections italiennes sont intéressants non pas tant pour les interprétations spécifiques qu'ils présentent que pour l'état d'âme général qu'ils traduisent. On perçoit, derrière certaines phrases auto-consolatrices sur le caractère particulier du Parti communiste italien (PCI) une profonde préoccupation qui frôle parfois l'effroi. Il n'est pas surprenant qu'il en soit ainsi. Au cours des derniers mois, sur la base d'une lecture un peu moins unilatérale de la situation économique, des articles étaient parus à l'étranger qui présentaient l'Italie comme étant en voie de guérison après une longue maladie. Et les limites des luttes ouvrières depuis l'automne, l'insuffisance, sinon l'inexistence, d'une riposte des organisations ouvrières face à la récession, avaient représenté pour les bourgeois une nouvelle raison de reprendre confiance. Maintenant la désillusion est brûlante. L'Europe, déjà troublée par le réveil du volcan de la péninsule ibérique, craint que de nouvelles brèches ne s'ouvrent également en Italie. Ce qui est dès à présent certain, c'est que le 15 juin aggrave encore plus la crise de direction de la classe dominante au niveau du continent.

Recherchant une raison d'espérer, le Corriere della Sera a écrit, pour sa part, que le 15 juin était une victoire du réformisme. On ne peut pas nier qu'il y ait une partie de vérité dans

cette affirmation. La révolte électorale contre la Démocratie-chrétienne (DC) trouve ses racines dans l'incapacité des gouvernements successifs de mettre en place quelque type de réforme que ce soit. Le succès du PCI récompense la force la plus consistante du camp réformiste. Mais une grosse question reste posée -- et pour nous elle est fondamentale : quelle signification les larges masses ont-elles donnée au vote pour le PCI et pour la gauche en général ? Quelles répercussions les brillants résultats du 15 juin auront-ils sur leur état d'âme et sur leur maturation politique ?

Pour les secteurs les moins politisés et les moins radicalisés de l'électorat du PCI, le vote a eu sans aucun doute une signification de protestation générale et exprime une volonté de changement. Comme nous l'avons dit, des états d'âme de ce type ont également été à la base de certaines espérances placées dans le compromis historique, qui est vu comme un moyen de sortir d'une situation intenable et une garantie, au moins relative, de renouveau. Cependant, le vote massif pour le PCI a un sens de classe plus précis et il y a des raisons précises qui expliquent pourquoi ce vote a eu lieu en juin 1975 alors qu'il n'avait pas eu lieu en 1972.

Le 15 juin, plus de 11 millions d'électeurs ont voté pour le PCI. Le PCI a obtenu 33,4% des voix dans les élections régionales et 32,7% dans les élections provinciales. La carte ci-dessus traduit l'influence électorale régionale du PCI. Ce dernier déclare compter 1.683.740 adhérents (contre 1.719.000 en 1945 et 2.145.000 en 1964).



Les raisons d'un vote

Nous en rappellerons deux, sur deux plans différents. La première concerne, plus que la classe ouvrière industrielle, des couches plus périphériques des masses travailleuses et des couches de la petite-bourgeoisie. Dans ces secteurs, la politisation et la radicalisation se sont produites plus tard qu'au niveau de la classe ouvrière des grandes industries et du mouvement des étudiants ; c'est pourquoi elles n'avaient pas encore trouvé un reflet électoral en 1972, alors qu'elles l'ont trouvé, de façon visible, maintenant. La seconde concerne plus directement la classe ouvrière. Face à l'attaque contre le niveau de vie et contre l'emploi -- qui a été le fil conducteur de l'attaque patronale au cours de l'année passée -- on a vu croître la compréhension de l'insuffisance des luttes revendicatives et des

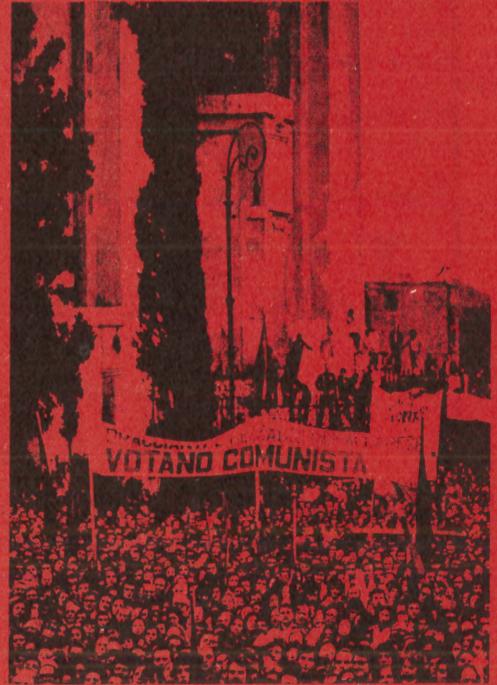
batailles sectorielles, la nécessité de solutions politiques d'ensemble. Cette compréhension a pu agir comme un frein à des mobilisations du type de celles de 1968-69 -- en combinaison avec la passivité des directions bureaucratiques -- et, de fait, comme nous l'avons déjà dit, les mobilisations n'ont pas été très larges et combatives en dehors des "grèves générales" qui prennent de plus en plus le caractère d'un rituel stérile. Ce fait fut à la base de l'interprétation de certains selon qui, sous les coups de fouet démoralisants de la crise, le potentiel combatif de la classe ouvrière s'était sérieusement réduit, sinon épuisé. Au contraire, la classe ouvrière était plus prudente dans les mobilisations justement parce qu'elle se rendait compte de l'enjeu et ce qui pouvait sembler un phénomène de reflux était un phénomène de maturation

PARTIS	REGIONALES 70		LEGISLATIVES 72	REGIONALES 1975		
	Voix (%)	Sièges (1)	Voix (%)	Nombre de voix	Voix (%)	Sièges
D.C.	37,9	287	38,4	10 707 682	35,3	277
P.C.I.	27,9	200	28,3	10 149 135	33,4	247
P.S.I.	10,4	67	9,8	3 636 647	12	82
P.S.D.I.	7	41	5,2	1 700 983	5,6	36
P.R.I.	2,9	18	2,9	961 016	3,2	19
P.L.I.	4,7	27	3,9	748 749	2,5	11
M.S.I./D.N.	5,9	34	8,1	1 951 011	6,4	40
P.D.U.P.	—	—	—	146 451	0,5	4
Divers gauche	3,3	16	3,4	326 232	1,1	4

D.C. : Démocratie chrétienne. — P.C.I. : Parti communiste. — P.S.I. : Parti socialiste. — P.S.D.I. : Parti socialiste démocratique. — P.R.I. : Parti républicain. — P.L.I. : Parti libéral. — M.S.I./D.N. : Mouvement social italien/Droite nationale. — P.D.U.P. : Parti d'unité prolétarienne pour le communisme.

(1) Les sièges à pourvoir dans les assemblées régionales, qui étaient de 690 en 1970, sont passés à 720 en 1975.

Le PDUP (Partito di Unità Proletaria -- Parti d'Unité Proletarienne) était présent dans 10 régions sur les 15 où les élections avaient lieu (les régions dites à statut spécial n'ont pas voté). Dans certaines régions -- dont la Lombardie, la Campanie, le Latium, la Vénétie, l'Ombrie -- il a participé en bloc avec Avanguardia Operaia (le bloc s'appelait Démocratie prolétarienne). A Turin il n'y a eu qu'une liste Avanguardia Operaia. Dans quelques régions les résultats ont été supérieurs à 2%. Mais c'est surtout à Milan que le succès a été incontestable : 3,7% avec trois élus sur 80 au Conseil municipal dans le centre politique le plus important du pays. Il vaut la peine de rappeler que dans certaines régions où le bloc électoral ne s'est pas réalisé, Avanguardia Operaia a appelé à voter pour le PCI et le PDUP a fait la même chose à Turin, n'appuyant pas la liste de Avanguardia Operaia. Les Gruppi Comunisti Rivoluzionari, section italienne de la IVème Internationale, avait appelé à voter soit pour le PCI soit pour les listes PDUP²AO.



politique à large échelle. Le vote du 15 juin a également exprimé cette réalité.

L'apparition à la surface d'une évolution spectaculaire des rapports de forces entre les classes et de la maturation politique de vastes masses prolétariennes représentera à son tour un très fort stimulant dans deux directions, toutes deux positives.

La classe ouvrière aura encore plus confiance dans ses propres forces et sera donc décidée à faire valoir concrètement son poids spécifique social et politique accru. Parallèlement on assistera à une intensification du processus de maturation politique dans le sens que tous les problèmes tendront à se traduire en termes politiques généraux, en termes de choix politiques globaux, tendanciellement donc en termes de pouvoir. Sur ce terrain les liens entre les organisations réformistes et les couches les plus dynamiques des masses sont moins solides et plus précaires, dans la mesure où les réponses dont ces masses ont besoin ne peuvent pas être apportées par la politique des directions bureaucratiques. Il ne faut pas oublier, d'autre part, que des secteurs consistants des masses perçoivent déjà cette contradiction. C'est pourquoi une partie du vote au PCI ne doit pas être interprétée comme un vote d'adhésion effective, mais comme un vote pour l'organisation la plus forte en l'absence d'une alternative solide plus à gauche; c'est pourquoi également l'extrême-gauche a pu démontrer sa présence sur le plan électoral, présence non négligeable si on ne la considère pas globalement à l'échelle nationale, mais dans certains centres poli-

tiques cruciaux.

Vers la bataille des contrats

La conclusion que nous tirons de toutes ces considérations est que les batailles qui s'annoncent pour les prochains mois, en premier lieu la grande bataille pour le renouvellement des contrats des principales catégories industrielles, se dérouleront dans un contexte favorable sous de nombreux aspects, c'est-à-dire avec une classe ouvrière rassurée, consciente de sa propre force et de la faiblesse de l'adversaire, et pas disposée à continuer à faire les frais de la crise, ni à se contenter de miettes. La difficulté résidera dans ce qui constitue justement l'aspect de plus grande maturité de la situation : dans la nécessité d'assurer un débouché politique aux luttes et dans l'obstacle que continuera de représenter dans ce domaine la perspective minimaliste et de compromis des réformistes. Ceci sera le point crucial et c'est sur ce plan que se dessineront plus nettement les contradictions entre les réformistes et des secteurs croissants des masses.

C'est donc également pour cette raison que les luttes de l'automne ont une très grande importance : parce qu'elles constitueront un élément significatif dans le processus de démystification du réformisme aux yeux des masses. Et cette démystification, l'adoption d'une plateforme et d'une ligne qui correspondent aux exigences de la classe ouvrière et visent à la maturation politique d'ensemble de la situation, n'auront pas seulement une importance pour la lutte au sein de la classe ouvrière pour

une direction révolutionnaire, mais également, plus directement, pour le développement d'une issue positive à la nouvelle vague de luttes.

C'est cette issue qui déterminera si, du 15 juin, on passera à une phase encore plus avan-

cée de crise du système, qui pose en termes encore plus concrets la question du pouvoir, ou si on marquera le pas avec tous les dangers que cela implique dans une situation de tensions extrêmes comme la situation italienne actuelle.

LA BOURGEOISIE DANS UN CERCLE VICIEUX

Les élections du 15 juin ont donné une réponse encore plus négative que tout ce qu'on avait prévu à la question de savoir si la bourgeoisie italienne pouvait espérer trouver une solution à sa crise de direction et jeter les bases de la restabilisation de la situation. La Démocratie-chrétienne, loin de se remettre du coup subi lors du referendum sur le divorce, a reçu un coup encore plus dur; elle reste tout juste parti de la majorité relative et est désormais devancée par le Parti communiste dans presque toutes les villes les plus importantes, dans tous les secteurs les plus dynamiques du pays. Si la baisse du pourcentage de ses voix n'a pas atteint des proportions catastrophiques c'est parce que la Démocratie-chrétienne a réussi en partie à récupérer sur sa droite. Mais, de toutes façons, le résultat est que toute marge de manoeuvre à l'avenir dans cette direction lui est interdite. Le Parti libéral est réduit au minimum et le MSI-Droite nationale (Mouvement Social Italien) a reçu un vote limité. Dans l'ensemble la droite représente moins de 10% des électeurs.

La maturation politique

Le 15 juin a marqué le plus radical déplacement des rapports de forces depuis la constitution de la République. Il a montré que les grands processus qui se sont développés dans le pays depuis sept ans, loin d'avoir connu un reflux, ont atteint un niveau supérieur de maturation et ils se reflètent désormais, sans équivoque, même dans le miroir déformant d'une consultation électorale. Il a confirmé que la classe ouvrière conserve son esprit combatif et est toujours décidée à faire valoir son poids social spécifique accru; que la radicalisation de la petite-bourgeoisie s'est encore plus élargie; que des mouvements significatifs se dessinent également dans des couches paysannes traditionnellement plus arriérées. La participation au vote pour la première fois des jeunes générations a probablement accentué la taille de ces phénomènes,

mais n'est pas la cause fondamentale des déplacements.

Après que les grandes luttes de 1972-73 eurent fait naufrager la tentative de restauration de Andreotti, le maintien de la combativité au cours des derniers mois et la maturation politique de la classe ouvrière et des autres couches exploitées de la population travaillante ont créé les prémisses du 15 juin qui a marqué l'échec éclatant de la tentative faite deux années plus tôt avec le retour de Fanfani à la direction de la DC et avec une enième réédition du centre-gauche. Fanfani s'était illusionné et avait peut-être illusionné certains groupes de la classe dominante sur la possibilité de ressouder sa propre position grâce à une campagne électorale agressive et d'être ainsi capable de développer de façon plus organique et avec plus d'autorité la politique ébauchée au cours de l'année passée qui, du point de vue de la bourgeoisie, avait incontestablement donné quelque résultat (l'imposition de la politique économique promue en premier lieu par la Banque d'Italie, la mise en vigueur de la loi royale, les succès relatifs de l'opération de la réforme scolaire). Mais il s'agissait de résultats partiels, tout à fait insuffisants pour stabiliser la situation et pour assurer la mise en place d'une nouvelle direction. Le 15 juin a balayé toutes les illusions comme un ouragan et, désormais, la bourgeoisie et ses groupes politiques les plus représentatifs se trouvent dans une situation beaucoup plus difficile, caractérisée par une nouvelle évolution des rapports de forces en faveur de la classe ouvrière. Il est à peine besoin de souligner l'importance du fait que tous les partis et les groupes engagés dans la consultation électorale ont contribué à cette évolution, bien que de façon bien différente. Si le PCI a été largement le principal bénéficiaire des déplacements électoraux massifs, le PSI a lui aussi connu un progrès sensible et les résultats de l'extrême-gauche -- Démocratie prolétarienne et autres listes alliées -- ne sont pas du tout négligeables, surtout si on les considère dans les centres politiques importants

(par exemple le cas de Milan où elle obtient 3,7% des votes et 3 conseillers municipaux).

Une crise du régime

Comme cela est apparu immédiatement dans les commentaires des organes de presse les plus représentatifs avant même les prises de position des différents dirigeants, la bourgeoisie se trouve confrontée à des difficultés bien plus graves qu'à aucun autre moment au cours des trente dernières années, à des contradictions qu'on ne voit pas comment surmonter dans l'état actuel des choses. La contradiction principale réside dans le fait que les groupes les plus influents de la classe dominante sont convaincus que la DC est un instrument toujours plus usé, que son efficacité est inversement proportionnelle aux coûts, qu'elle est toujours moins capable de conserver ou de regagner l'hégémonie sur les larges couches populaires qu'elle avait réussi à influencer au lendemain de la guerre. Mais, en même temps, ils doivent constater qu'ils ne disposent d'aucun autre instrument ayant un minimum de crédibilité et il n'y a pas de perspective de voir la situation changer radicalement à court terme.

D'autre part, les éditorialistes des grands quotidiens -- du Messaggero au Corriere della Sera -- parlent bien vite de la nécessité de "changer", de se "renouveler". Quand il s'agit de passer de l'énonciation de bonnes intentions à leur concrétisation, aux indications précises, apparaît le vide absolu ou la brillante conclusion qu'on doit en rester au centre-gauche.

Une situation dans laquelle le parti hégémonique de la classe dominante traverse une crise profonde, et dans laquelle n'apparaît pas d'alternative réelle, est potentiellement une situation de crise de régime. Mais les rapports de forces et les tendances en opération entraînent également ce débouché à la bourgeoisie dans la phase actuelle. Il y aura naturellement, aujourd'hui plus que jamais, des tendances extrémistes de droite, des candidats golpistes, des conspirateurs terroristes, des organisateurs de bandes terroristes contre les ouvriers et les étudiants. Mais il est à exclure que des secteurs consistants de la classe dominante choisissent aujourd'hui la voie minée des tentatives golpistes et dictatoriales qui se concluraient très vraisemblablement pas des échecs piteux et par une décomposition encore plus grande du système ou, si elles acquiescèrent une plus grande consistance, elles pourraient déboucher sur une guerre civile dont les répercussions seraient énormes pour toute l'Europe capitaliste.

Il est donc probable que, après avoir blâmé toutes les manœuvres à court terme, après avoir dénoncé la stérilité de la politique suivie jusqu'ici et le caractère ruineux des méthodes employées, les mêmes scènes se re-

nouvellent une enième fois et que le statu quo se prolonge par la force de l'inertie, avec le danger de voir la situation pourrir. D'autre part, il ne semble pas probable que la bourgeoisie traduise en pratique les propositions de changement par le seul choix concret qui, en théorie, lui resterait, à savoir l'acceptation de l'offre réformiste du compromis historique.

Le compromis historique compromis

D'un point de vue objectif général, le 15 juin peut, en effet, avoir fait mûrir les conditions pour le compromis historique, étant donné l'aggravation de la crise politique, l'absence d'alternatives crédibles, le poids renforcé du PCI. Mais, d'après les signes qui sont apparus au lendemain des élections, aucun groupe bourgeois n'est disposé à passer le Rubicon. La DC à l'influence réduite sera encore plus dominée par sa base électorale de droite -- par l'exigence de défendre les intérêts constitués qui sont toujours la base la plus concrète de sa force. Et la DC et les groupes dirigeants craignent avant tout que, dans un contexte de radicalisation et de politisation d'où est issu le vote du 15 juin et que ce vote a contribué à accentuer, le compromis historique ne soit pas non plus capable de freiner et de canaliser le mouvement de masse, mais au contraire, il pourrait ouvrir une brèche encore plus large dans les structures politiques du système et aggraver les déséquilibres sociaux en les rendant explosifs.

Ainsi, plus qu'à toute autre période depuis le début de la grande crise en 1968, la bourgeoisie se trouve dans une impasse. Elle comprend qu'il faudrait de grandes initiatives et des tournants radicaux. Mais elle est incapable de prendre ces initiatives et d'opérer ces tournants, non par manque de clarté, mais à cause des risques que tout cela impliquerait, et ces risques ne sont en rien imaginaires. Le caractère contradictoire de sa situation ne dépend pas de carences subjectives, mais est intrinsèque, objectif.

Le mouvement ouvrier qui sort renforcé de l'épreuve électorale ne doit pas permettre que l'adversaire obtienne la trêve dont il a besoin pour se réorganiser. Il doit le harceler par ses luttes. Il ne doit pas agir dans le cadre de la logique réformiste, en dernière analyse illusoire, mais dans la perspective de mobilisations à la dynamique anti-capitaliste. Il ne doit pas lutter seulement pour enterrer effectivement le centre-gauche. Il doit repousser toute solution qui comporte une nouvelle forme de collaboration avec la classe dominante, comme le compromis historique. Il doit se faire porteur d'une alternative globale anti-capitaliste. La perspective de fond doit être celle d'un gouvernement ouvrier capable d'imposer la solution ouvrière à la crise issue des contradictions croissantes de la société capitaliste.

économie

le mythe de la reprise

ETTORE SALVINI

Il y a moins d'une année, la revue américaine "Time" définissait l'Italie -- à qui elle faisait l'honneur d'une couverture -- comme un pays à l'agonie. Il y a quelques semaines, le président de la Chase Manhattan Bank, David Rockefeller, faisait écho aux grands industriels et aux gouvernants italiens et parlait d'un "nouveau miracle italien", à cause de la rapidité avec laquelle l'Italie se serait sortie d'une situation extrêmement difficile. Cette dernière affirmation -- en plus d'être tout aussi et même plus exagérée que la première -- se ressent fortement du climat de campagne électorale que connaît actuellement l'Italie. En somme l'oncle d'Amérique fait un peu de réclame pour les neveux démocrates-chrétiens en difficulté.

Cependant, au-delà des poussées conjoncturelles, il semble utile d'analyser sur la base de données objectives l'économie d'un pays qui, dans un laps de temps aussi court, donne lieu à des jugements tout aussi contradictoires. D'autant plus qu'il s'agit d'un pays qui a connu le Mai le plus long du monde, dans lequel un mouvement de masse extrêmement large se mobilise depuis des années sans don-

ner de signes durables d'épuisement, sans avoir connu aucune période de reflux et de repos.

Afin de comprendre les origines de la crise économique actuelle, son évolution et ses perspectives, il est nécessaire de rappeler, même brièvement, les étapes du développement économique de la période précédente.

Les caractéristiques du développement économique d'après-guerre

Après la guerre, l'Italie a connu un processus d'industrialisation qui en a fait une des principales puissances économiques du monde capitaliste et qui a considérablement augmenté la force structurelle de la classe ouvrière. Ce processus d'industrialisation a eu des caractéristiques spécifiques que nous nous efforcerons de synthétiser. Tout d'abord il s'est basé principalement sur des secteurs industriels "labour intensive", qui ont pu utiliser une main d'oeuvre bon marché (automobile, électro-ménager, bonneterie, habillement, etc.). Toutefois la sidérurgie



et la chimie de base ont également connu un développement significatif, dû en grande partie à l'intervention de l'Etat. De plus, les secteurs industriels pilotes ont été ceux qui étaient liés à l'exportation. Le marché interne a connu un développement nettement moins important et continue à être limité.

Dans pratiquement tous les secteurs industriels, le développement économique s'opéra à travers l'adoption de technologies venant de l'étranger. Aucun effort autonome ne fut entrepris. En fait, les secteurs qui auraient justement demandé un tel effort (électronique, nucléaire) ont été abandonnés à leur propre sort.

L'agriculture, après la réforme agraire du début des années 50, a reçu plus de subsides électoraux que d'investissements réels et se trouve dans un état déplorable. Le marché commun agricole a contribué de façon significative à cette situation.

En conclusion, l'Italie, importatrice de matières premières et de technologie, est exportatrice de produits manufacturés et de force de travail et de capital. De 1950 à 1970, 2 millions de travailleurs italiens ont émigrés. Les exportations "clandestines" de capital d'Italie sont évaluées à 10 000 milliards de livres (environ 15 milliards de dollars) au cours des dix dernières années. L'Italie est très sensible aux oscillations du marché mondial et donc aux échéances de la balance des paiements. L'économie italienne fait preuve d'une très grande fragilité structurelle par rapport à l'économie des autres pays capitalistes avancés.

La crise de 1964 et la reprise ultérieure

Au début des années 60, la force structurelle accrue de la classe ouvrière italienne se fait sentir par une série de luttes qui amenèrent des résultats positifs sur le plan salarial. Ceci s'ajouta à une certaine surchauffe de l'économie en pleine phase de boom. L'inflation et le déficit de la balance des paiements furent les résultats inévitables. Les autorités monétaires freinèrent violemment le crédit, précipitant ainsi la crise conjoncturelle qui mûrissait.

Du point de vue de la production industrielle totale les effets de cette crise furent minimes : on assista à un simple ralentissement de la croissance qui ne dépassa pas les 2% en 1964. La reprise commença en 1965 et elle se poursuivit jusqu'à la fin de l'automne chaud en 1969. Les conséquences sur l'emploi et les investissements furent bien différentes et bien plus lourdes. Les investissements diminuèrent en termes absolus en 1964 et 1965 et reprirent lentement au cours des années suivantes. En 1969 on retrouva avec peine le niveau de dépenses en bâtiments

et en machines (à prix constants) de 1963. L'emploi continua à baisser jusqu'au premier trimestre de 1966; il y eut ensuite une faible reprise, mais à la veille de l'automne chaud, l'emploi total dans l'industrie n'était que légèrement supérieur au niveau atteint au début de 1964.

Ainsi la phase ascendante du cycle se réalisa grâce à une intensification inhumaine de l'exploitation des ouvriers, tandis que, d'autre part, l'Italie entra structurellement affaiblie, avec un appareil industriel rapidement dépassé, dans la nouvelle phase qui s'ouvrit pour le capitalisme mondial à la fin des années 60, avec la fin du long boom d'après-guerre.

L'automne chaud et la crise de 1970-72

Cette forte augmentation de l'exploitation fut un des éléments qui contribuèrent à créer les prémisses objectives de la situation pré-révolutionnaire que l'on connut en Italie en automne 1969. Naturellement ce ne fut pas l'unique élément, mais nous sommes obligés de laisser de côté, dans cet article -- pour des raisons de place mais également vu le thème choisi -- les éléments sociaux et politiques sans lesquels le cadre reste très incomplet. Il est cependant peut-être opportun de rappeler que la crise qui bouleversa la société italienne depuis 1969 ne fut pas exclusivement économique, mais qu'il s'agissait d'une crise globale, politique, idéologique et sociale, dont les différents aspects s'influencèrent activement les uns les autres.

Il est évident que les résultats de l'automne chaud concernant les salaires et les conditions de travail ont attaqué le taux de profit et il n'est pas besoin de le démontrer de façon détaillée. Il faut plutôt ajouter que la diminution pré-citée du chômage (1) agît également dans le même sens et entraîna une forte dévaluation des salaires réels par rapports aux salaires contractuels avant les luttes de l'automne. Dans une telle période, un phénomène comme les exportations clandestines de capitaux fut encore plus stimulé politiquement (en plus de l'être économiquement comme nous l'avons signalé plus haut).

Après une brève récupération "physiologique" au début de 1970, la production industrielle stagna pratiquement durant toute cette année. En 1971 on assista à une aggravation globale qui se refléta également dans les chiffres (- 0,5% par rapport à l'année précédente), et la reprise ne commença qu'à la fin de l'année 1972. La politique des autorités monétaires fut substantiellement la même qu'en 1964. Les effets sur l'emploi furent cependant différents : le taux de chômage ne s'aggrava pas, si ce n'est pour une brève période à la fin de 1972, au moment où la reprise qui allait réintégrer les nouveaux chômeurs allait commen-

cer. Les effets furent également différents sur les salaires dont la dynamique avait été fortement freinée par la crise de 1964 et n'avait pas été particulièrement forte au cours de la période suivante sous l'influence du chômage. Dans les deux cas il faut en rechercher les causes dans le maintien de la combativité ouvrière.

La reprise «droguée» de 1973-74

A la fin de 1972 se dessina la reprise qui se consolida, après quelques hésitations, au début de 1973. Depuis quelques temps -- au moins un an -- la reprise à l'échelle mondiale était déjà en cours. Pendant toute une période donc, l'Italie se trouva dans une situation anti-cyclique : quand elle rejoignit finalement la reprise que connaissaient les autres pays industrialisés, le processus inflationniste était déjà déchaîné à l'échelle mondiale, la hausse spectaculaire des prix des matières premières avait commencé et culminera une année plus tard avec l'augmentation du prix du pétrole. Ainsi, avec la reprise, l'Italie importe l'inflation avec les matières premières et les moyens de production. Mais la reprise même est due en grande partie à une politique consciemment inflationniste, qui gonfla les dépenses publiques, favorisa l'augmentation des prix, stimula les exportations grâce à un assouplissement du crédit. La décision prise en février 1973 de laisser flotter la lire fut cruciale ; cette décision équivalait à une dévaluation d'environ 20% et permit l'augmentation effrénée des prix à l'intérieur et donc la reconstitution de marges de profits, sans mettre en danger la compétitivité des produits italiens à l'étranger. Dans ce sens on a justement parlé d'une reprise "droguée" : sans la drogue de l'inflation, avec les seules forces du marché, on n'aurait pas obtenu beaucoup, probablement même pas la reprise tardive que l'on a connue.

Mais les résultats sur la balance des paiements furent désastreux du fait des prétendus "effets pervers" de la dévaluation, et ils furent particulièrement graves pour la structure de l'échange italien avec l'étranger (la rigidité des importations est bien plus grande que celle des exportations).

Tout ceci s'ajoute à des poussées inflationnistes présentes depuis quelque temps dans l'économie italienne, et dues à des raisons structurelles (le retard du secteur commercial,

extrêmement dispersé, et le retard de la construction dû à la spéculation sur les terrains à construire). Le résultat fut que, en 1973, le pourcentage de l'inflation avait déjà atteint les 2 chiffres (10.2%). Mais le produit intérieur brut, à prix constants, augmenta de 6.3% (3.2% en 1972) et l'activité industrielle connut un bond de 8.9%.

La bourgeoisie, contrainte de prendre en considération des augmentations salariales assez importantes face aux vigoureuses luttes ouvrières des premiers mois de 1973, tenta d'annuler ces dernières par le biais de l'inflation. D'autre part, la reprise de la production industrielle, permettant une meilleure utilisation des établissements, entraîna des accroissements de productivité qui permirent de reconstituer les marges de profit.

Les mêmes tendances se prolongèrent de façon exaspérée dans la première moitié de 1974, quand les principales économies capitalistes entraient déjà en crise. Le résultat premier et le plus évident (attribué immédiatement par la propagande bourgeoise à la seule augmentation des prix du pétrole qui n'en est au contraire qu'une des composantes) fut une puissante détérioration de la balance commerciale et une détérioration encore plus grave de la balance des paiements. Les autorités monétaires se tournèrent vers l'étranger pour demander des prêts importants qui devinrent de plus en plus difficiles à obtenir à partir du mois de mars. Le Fonds Monétaire International exigea également des conditions politiques (le blocage des salaires) pour accorder un crédit à l'Italie. Le gouvernement inaugura une politique de restrictions draconiennes du crédit. Les syndicats lui accordèrent une trêve qui dura pratiquement jusqu'au mois de septembre.

Historique de la crise

Pendant toute cette période, les indices de la production continuèrent à s'améliorer, grâce également aux spéculations sur les stocks et à la réalisation pratique d'investissements décidés précédemment. En juin, la production industrielle était encore en augmentation de 6.5% et en septembre l'augmentation était encore de 2.6% par rapport à l'année précédente. Mais la rupture eut lieu entre juillet et septembre : le nombre de faillites s'intensifia, une série de petites et moyennes entreprises profitèrent des vacances d'août pour fermer leurs portes.

A partir d'octobre les indices de la production industrielle commencèrent à être négatifs et le sont restés jusqu'à maintenant .

Production industrielle	1974				1975			
	juin	sept.	oct.	nov.	déc.	janv.	fév.	mars

variations
tendancielles
(en %)
Indice désaisonnalisé
(1970 = 100)

+6.5	+2.6	-4.5	-12.1	-8.5	-14.8	-7.3	-14.3
125.2	123.3	116.6	110.3	105.3	109.3	111.6	107.6

La crise a frappé tous les secteurs industriels, y compris ceux, comme l'industrie chimique, qui semblaient destinés à une expansion continue. Cependant, les secteurs les plus touchés ont été le secteur textile (-17,4% par rapport au premier trimestre de 1974), les transports (-15,8%), la construction mécanique (-11,3%) et la métallurgie (-8,4%).

La balance commerciale italienne s'améliora nettement dans les derniers mois de 1974 par rapport à la situation catastrophique de la première moitié de l'année. Ceci fut obtenu grâce à l'effondrement des importations provoqué par la chute de la production industrielle et par une nette diminution de la consommation vue l'augmentation des prix, l'augmentation des impôts pour les travailleurs, les augmentations des services publics (électricité, téléphone, etc.). Cependant le passif de 1974 égal à 6 290 milliards de lires (environ 11 milliards de dollars) représente un maximum absolu et représente plus du double de celui, déjà élevé, de 1973. Il faut seulement ajouter que à la mi-74 on prévoyait un passif supérieur de 50% à celui qu'on a réellement eu.

Au cours des premiers mois de 1975 la tendance à l'amélioration de la balance commerciale s'est quand même consolidée. Le déficit pour le premier trimestre est de 606 milliards contre 1 995 milliards pour la période correspondante de 1974. Par rapport au premier trimestre de l'année passée les importations ont diminué de 3,8% tandis que les exportations ont augmenté en valeur de 27,9%, ce qui signifie, si l'on tient compte de l'inflation, qu'il y a eu une augmentation importante des exportations et une forte diminution des importations. Les chiffres pour avril (les derniers dont nous disposons) confirment cette tendance : le passif est de 109 milliards contre 815 pour avril 1974. Ces chiffres -- qui ont permis aux banquiers du monde entier d'enlever l'Italie des listes noires des "risques dangereux" -- permettent aux principaux représentants de la bourgeoisie italienne de pousser un soupir de soulagement et à Rockefeller de parler -- avec une certaine superficialité -- d'un nouveau miracle italien. Il s'agit bien plus simplement du fait que, il y a un an, on pensait que l'Italie ferait faillite alors que, maintenant, on pense qu'elle y a échappé, pour cette fois. Mais rien de plus.

Les perspectives à court terme

"1975 sera l'année la plus négative de l'après guerre", telle est la conclusion d'une étude de l'ISPE, présentée récemment au Comité technico-scientifique pour la programmation. Toutes les conclusions concordent pour dire que, pour la première fois depuis la guerre, on connaîtra une diminution du produit national brut, diminution évaluée entre 1 et 4%. La baisse des investissements devrait être particulièrement grave : entre 15 et 20% pour le

secteur industriel et entre 4 et 7% pour le secteur de la construction, alors que l'on devrait enregistrer une expansion modérée des investissements agricoles et une augmentation des investissements dans le tertiaire, entre 4 et 5%.

La balance des paiements (non compris les mouvements de capitaux) devrait se clore avec un passif de 1 500 à 2 000 milliards de lires, ce qui reste assez considérable. Les exportations, en volume, n'augmenteront probablement pas plus que 3% -- étant donné la stagnation de la demande mondiale--, alors que les importations baisseront d'environ 10%.

Les observations économiques les plus optimistes pensent qu'une reprise de la production est possible pour la fin de l'année, mais une telle prévision est liée étroitement aux perspectives de reprise à l'échelle mondiale qui, comme les mirages, semblent s'éloigner chaque jour un peu plus. D'autre part, la profondeur de la crise italienne est telle qu'il est possible que la reprise se fasse en retard par rapport aux principaux pays capitalistes. Actuellement, l'hypothèse la plus probable semble être que, dans les prochains mois, on assistera à une reprise purement technique due à la nécessité de renouveler les stocks. On ne voit actuellement se dessiner aucun des éléments qui permettraient de transformer cette reprise technique en une reprise effective.

Si et quand cette reprise aura lieu (et elle aura lieu tôt ou tard, en raison des lois intrinsèques de l'économie capitaliste) on prévoit qu'elle entraînera rapidement une nouvelle explosion inflationniste, également par suite des investissements insuffisants effectués au cours des dix années précédentes. On assiste en effet aujourd'hui aux premières tentatives encore timides de provoquer la reprise à travers des injections inflationnistes. En l'absence de toute politique économique cohérente de la part du gouvernement, ceci semble être le sens des mesures prises par le gouvernement au cours des derniers mois (assouplissement du crédit à l'exportation, financements pour l'agriculture, les travaux publics, etc.). L'étranglement de l'offre ne ferait rien d'autre qu'augmenter l'inflation qui sera la cause et non l'effet de la reprise. Il ne faut pas, entre autres, oublier que, maintenant, en pleine crise économique, les augmentations des prix à la consommation continuent au rythme de 15% environ annuellement. Mais c'est justement dans cette situation que la dose d'inflation nécessaire pour provoquer une reprise dépasse non pas tant la décence -- perdue depuis longtemps -- mais la possibilité pour la bourgeoisie de la contrôler et donc d'en tirer les avantages attendus.

Crise conjoncturelle et crise structurelle

Comme c'était déjà le cas pour la crise de 1970-72 on discute en Italie pour savoir si la crise actuelle est structurelle ou conjoncturelle. L'amour de l'éclectisme qui caractérise culturellement les italiens les a poussés à trouver une formule qui satisfait tout le monde : la crise est à la fois conjoncturelle et structurelle. Ce qui, cependant, n'est pas suffisant pour en éclairer la nature précise, les articulations et pour en tirer des éléments de prévision pour le futur.

La crise est structurelle dans la mesure où sont apparues au jour, soit au niveau des structures économiques, soit au niveau des structures sociales et de l'Etat, les contradictions accumulées au cours de 25 années de développement capitaliste tumultueux, ces contradictions mêmes qui ont caractérisé la façon d'être spécifique du capitalisme italien depuis ses origines. La (et maintenant les) crise conjoncturelle s'insère dans ce cadre de crise structurelle. Ceci est parfait mais n'explique pas pourquoi la crise structurelle s'est manifestée dans ces années-ci. Quelques théoriciens marxisants de l'extrême-gauche font tout remonter aux luttes ouvrières. Ceci nous rapproche de la solution du problème, mais n'est pas suffisant.

Le fait est que le caractère structurel de la crise doit être vu dans le cadre du renversement de tendance plus général de l'économie capitaliste internationale, dont, entre autres, les luttes ouvrières (et pas seulement italiennes) sont un élément important, mais pas unique. Le renversement de tendance a été le révélateur qui a fait apparaître les contradictions de fond, structurelles, de l'économie capitaliste italienne.

La faiblesse du capitalisme italien a, d'autre part, fait que le renversement de tendance s'est manifesté en Italie avant les autres pays et de façon plus profonde. Dans ce cadre, les crises conjoncturelles sont plus graves, plus longues et plus fréquentes que dans la période de long boom de l'après-guerre. La crise de 1970-72 et la crise actuelle ont démontré l'exactitude de ces prévisions faites par la IV^{ème} Internationale.

Le passage du soit-disant "miracle économique" à la crise structurelle a signifié l'apparition de toute une série de modifications des équilibres internes du capitalisme italien, équilibres qui avaient été établis dans la phase précédente. Ces modifications sont encore bien loin d'avoir pris un caractère clair et définitif. Il est cependant utile d'essayer d'en saisir certaines tendances. En premier lieu, un renforcement du capital financier, au détriment du capital industriel, est en cours. La tendance historique de l'impérialisme, définie par Lénine comme domination du capital

financier, tendance qui semblait démentie par le développement d'après guerre, se réaffirme avec force dans cette phase de crise.

L'endettement des entreprises a crû de façon fantastique dès les années 60 et est devenu extrêmement lourd dans les dernières années. Le niveau d'endettement est tel que les banques sont devenues de fait -- même si, selon le système italien, elle ne peuvent pas l'être directement -- les "patrons" de la plus grande partie des entreprises. Ceci explique la proposition du Gouverneur de la Banque d'Italie, Carli, de réformer la loi bancaire italienne afin de permettre aux banques de contrôler effectivement et de devenir les patrons de l'industrie, également de droit. Même si cette proposition a peu de chances d'être réalisée dans son intégralité, il est hors de doute que l'importance des banques dans le système économique italien continuera de s'accroître. Il est significatif, d'autre part, que le rôle des principales sociétés financières (Edison, Bastogi, etc.), qui semblaient avoir reçu au début des années 60 un coup très dur après la nationalisation de l'énergie et de l'électricité, soit redevenu considérable au cours des dernières années. Ceci est un aspect important de la lutte obscure de pouvoir qui s'est jouée autour de la Montedison, dont la direction effective est aujourd'hui entre les mains des représentants les plus purs du capital financier italien.

Le capitalisme d'Etat élargit qualitativement et quantitativement son rôle. Ceci est vrai en particulier dans les périodes de crises conjoncturelles pour jouer un rôle anti-cyclique : les investissements publics (étatiques) passent de 40 à 48% de la masse totale de 1970 à 1972. Mais si, avec la reprise des investissements privés en 1973, la part des investissements publics redescend à 36%, les nombreuses entreprises acquises par l'Etat au cours de ces années ne sont pas rendues aux capitaux privés. D'autre part, au cours de la décennie passée, le marché financier en Italie est passé presque entièrement sous le contrôle du capitalisme d'Etat : en présence d'une Bourse toujours plus asphyxiée, l'épargne a été canalisée par l'industrie par le biais du marché des obligations, dont des pourcentages toujours plus importants -- et au cours des dernières années près de 100% -- sont allés vers les organismes et les industries à capital d'Etat. Ceci ne signifie naturellement pas un étouffement du capital privé et encore moins de ses profits : ceci signifie que le capitalisme d'Etat assume en propre toujours plus le rôle de soutien fondamental des profits privés. Mais ceci n'est pas sans conséquences sur les rapports de forces au sein de la bourgeoisie.

Enfin la dépendance de l'Italie par rapport au marché mondial a augmenté. Ce phénomène s'est manifesté de deux façons bien distinctes. D'un côté la dépendance de l'Italie par rapport à l'échange avec l'étranger a augmenté. Au-

aujourd'hui l'Italie importe non seulement des matières premières industrielles et des biens à haute composition technologique (machines), mais elle dépend largement de l'étranger pour les produits alimentaires (viande et lait en premier lieu, mais pas seulement). Certains secteurs industriels importants comme celui des machines-outils, dans lequel l'Italie occupe une des premières places du monde, se sont basés au cours des dix dernières années principalement sur les exportations, vu surtout la faiblesse de la demande interne due au faible développement des investissements. Le taux d'augmentation des exportations a été de 8% en 1973 alors que le revenu national n'a crû que de 4%. D'un autre côté, au cours des toutes dernières années, en particulier durant la crise de 1970-72, un nombre important d'usines est passé sous le contrôle de sociétés étrangères. D'après certaines évaluations, un quart des grandes et moyennes usines italiennes seraient propriété étrangère.

Naturellement on ne dit pas que les deux tendances se développent parallèlement comme cela a été le cas jusqu'à un passé plus récent. Un approfondissement de la crise pourrait entraîner l'affaiblissement du premier aspect et le renforcement du second. Cette année, on prévoit que l'augmentation des exportations en volume dépassera 2,5% (OCDE), subissant donc, en accord avec la situation de l'économie mondiale, un important ralentissement. Il est bien vrai que le revenu national connaîtra une diminution.

Les industries "pilotes" dans le développement économique italien (électro-ménager, automobile, chimie de base, mais également chaussures, confection, etc.) tendent à se transférer dans des pays à main d'oeuvre meilleur marché et/ou aux matières premières abondantes. D'autre part, l'Italie, comme nous l'avons dit au début, n'a pas effectué les investissements dans le secteur de la recherche qui lui permettraient de développer des secteurs technologiquement avancés; du reste le développement de ces secteurs -- là où il serait possible -- ne serait pas en mesure d'absorber tous les travailleurs expulsés des secteurs aujourd'hui en crise. Ainsi, aussi et surtout à moyenne échéance, la position de l'Italie apparaît extrêmement difficile : avec un coût du travail trop élevé pour maintenir l'expansion des secteurs qui ont jusqu'ici soutenu le développement économique, mais avec un capital technologique insuffisant pour rentrer en plein dans la spécialisation de production qui pourrait être créée -- non sans de dures luttes -- entre les pays capitalistes avancés. Pour le moment la bourgeoisie italienne ne semble pas avoir abordé ce problème ou, mieux, elle semble essayer de le résoudre dans la pratique par une compression salariale qui lui permette de revenir aux "favorables" (pour elle !) années 50. Cependant cet objectif ne semble

pas facile à réaliser et il faudrait d'abord passer par une lourde défaite de la classe ouvrière.

Pour leur part, les organisations réformistes parlent de "nouveaux modèles de développement" dans lesquels on ne sait pas comment on devrait concilier ce qui -- au moins dans la phase actuelle de la société capitaliste -- est inconciliable, à savoir l'expansion de secteurs hautement technologiques et le développement de l'emploi.

Les conséquences de la crise pour la classe ouvrière

En 1974, pour la première fois au cours des dernières années les chiffres officiels ont enregistré une baisse du niveau de vie -- bien que limitée -- de la classe ouvrière. En effet, face à une augmentation de la vie de 27,4%, les revenus ouvriers n'ont augmenté que de 23,2% dans l'industrie, de 22,7% dans le commerce et de 24,8% dans les transports (2). En ce qui concerne l'emploi, malgré la confusion et le manque de précision des statistiques italiennes qui, selon les catégories montrent des différences de 100%, on peut tracer la dynamique suivante : dans la première moitié de 1974 on assiste à une légère baisse du chômage en lien avec la dernière phase du boom. Entre juillet et août 1974 une série de petites et moyennes entreprises commencent à licencier ou à fermer. Le nombre des chômeurs est en augmentation et continue à augmenter jusqu'à aujourd'hui. Toutefois, l'augmentation du nombre des chômeurs (difficilement quantifiable pour les raisons sus-mentionnées) n'est pas absolument proportionnelle à la diminution de la production dans la même période. Et il ne s'agit pas purement et simplement d'une mise à l'écart temporaire. Le fait est que, au lieu des licenciements que la situation aurait "justifiés", du point de vue de la logique capitaliste -- comme dans les autres pays frappés par la crise --, on a eu largement recours à la "Caisse d'intégration des salaires" (caisse de chômage partiel) système qui permet au capitaliste italien de réduire fortement la production (à 36, 24, 12 ou même 0 heures) avec une compensation salariale de 60 à 90% du salaire normal selon les cas. Les fonds de cette caisse de compensation sont fournis par les contributions obligatoires des ouvriers et des employeurs. Le recours à la caisse d'intégration était déjà en 1974 supérieur de 23% à 1973. Mais, dans le premier trimestre de 1975, selon des chiffres syndicaux, il y aurait eu une augmentation de 800% des heures payées par la caisse d'intégration par rapport à la même période de l'année précédente.

Ce sont surtout les grandes entreprises qui ont eu recours à la caisse d'intégration, alors que dans les petites entreprises, où la classe ouvrière est plus faible, les licenciements

ont été plus nombreux. La caisse d'intégration a été pour la bourgeoisie un moyen pour ne pas devoir déclencher un affrontement ouvert avec la classe ouvrière, affrontement fort probable dans le cas de licenciements massifs dans les grandes entreprises. Il est clair en effet, que la réaction des travailleurs est différente face à une réduction de l'horaire de travail avec 90% du salaire que face aux licenciements.

Le nombre des chômeurs semble avoir augmenté plus par suite du blocage de fait de l'embauche que par suite des licenciements. En outre, comme toujours, la crise a frappé particulièrement les régions les plus pauvres et les moins développées, donc surtout le Sud. Ceci également parce que, comme nous l'avons déjà souligné, la crise est particulièrement forte dans des secteurs comme le bâtiment qui ont un poids et une importance particuliers dans le Sud. Cependant, malgré cette situation difficile qui risque de diviser la classe ouvrière, frappant un secteur après l'autre en commençant par les plus faibles, les luttes ouvrières ont été intenses depuis l'automne passé. Le nombre d'heures de travail perdues pour fait de grève dans toute l'année 1974 est inférieur de 18,3% à 1973 car, comme nous l'avons déjà dit les organisations syndicales ont accordé une trêve de fait durant toute la première moitié de l'année. Mais au cours du dernier trimestre de 1974, le nombre des heures de grève a atteint 66,3 millions contre 19,3 millions pour la période correspondante de l'année précédente et, durant le premier trimestre de 1975, elles ont été de 49 millions, contre 18,4 millions dans la période correspondante de l'année passée. Ceci montre que la combativité ouvrière est encore très élevée.

Le recours à la caisse d'intégration a permis d'atténuer l'intensité des conflits sociaux. Mais la caisse d'intégration n'est qu'un palliatif, un remède à court terme, valable seulement à condition que la crise soit un phénomène passager et que la reprise s'affirme rapidement.

Nous avons vu plus haut que la reprise n'était pas au coin de la rue. L'hypothèse la plus probable, comme on l'a souligné, est que, au minimum, toute l'année 1975 sera une année de crise profonde. De plus, cette crise ne signifie pas seulement une baisse des niveaux de production, mais, surtout, une chute des investissements. Ce qui signifie que, même dans une phase de reprise, il n'y aura pas de nouveaux postes de travail disponibles, car les prémisses nécessaires pour cela n'ont pas été créées.

Il est donc fort probable que, à partir de l'automne, la situation de l'emploi deviendra dramatique.

Si à ce moment les luttes de la classe ouvrière ne réussissent pas à arrêter la vague de licenciements qui sera, selon toute probabilité, demandée par les capitalistes, la classe ouvrière subirait non seulement une grave défaite politique, mais sa force structurelle en sortirait affaiblie. Une victoire ouvrière poserait au contraire les bases pour une relance massive des luttes. Mais il est clair que, dans une situation comme la situation italienne, dans laquelle la crise économique est étroitement liée à une profonde crise politique, la situation politique des prochains mois aura peut-être une importance décisive pour l'issue des luttes de l'automne.

Juin 1975

- (1) La demande de main d'oeuvre concernait en effet les soit-disant "couches fortes" -- les hommes entre 20 et 40 ans -- dont il y avait pénurie. Le chômage des "couches faibles", les femmes et les vieux, persistait.
- (2) Si on inclut les catégories d'employés, on a, au contraire une augmentation des rétributions de 28,1%, c'est-à-dire légèrement supérieur à celle du coût de la vie.





lettre ouverte des prisonniers politiques communistes

Alors que les mass media diffusent les idées de Soljénitzine, de Maximov et d'autres qui, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union Soviétique, partagent leurs vues, beaucoup de militants commencent à se demander s'il y a encore une gauche en URSS. Le document que nous reproduisons ci-dessous répond par l'affirmative à cette question. Parmi les mérites de ce document il faut compter le fait qu'il énumère une liste partielle de groupes marxistes et de quelques-uns de leurs membres qui, ayant été découvert par la police secrète soviétique, moisissent maintenant dans des camps de concentration.

Nous savions évidemment qu'il existait des groupes marxistes en URSS, avant que ce texte ne nous parvienne. Nous connaissions leur existence parce que le KGB l'avait révélée en annonçant leur arrestation. Voici quelques-uns des groupes que la "Lettre ouverte" ne mentionne pas : le "Parti des travailleurs n'appartenant pas au parti (PCUS), qui combattent pour la restauration du socialisme"; le "Parti socialiste russe"; l' "Union démocratique des socialistes"; le "Parti des vrais communistes et l' "Union des travailleurs et des paysans d'Ukraine". Nous ne savons pas grand chose d'autre de ces groupes que leur nom, vu le strict secret qui entoure leur activité. A la différence d'autres courants de l'opposition, les groupes marxistes évitent le contact avec les journalistes étrangers, les officiels d'ambassades occidentales, etc., pour des raisons politiques aussi bien que pour des raisons de sécurité. Pour cette raison, Samizdat, qui arrive à l'étranger à travers ces intermédiaires, n'offre pas un panorama complet des courants qui sont politiquement actifs en URSS.

Il est certes difficile de juger le poids et l'importance relatifs de l'opposition marxiste en URSS. Mais on peut être absolument certain que son influence et son poids iront en augmentant. La crise économique, sociale et idéologique du régime a créé un climat dans lequel les idées marxistes peuvent à nouveau trouver une réponse favorable. Il y a de même de multiples signes que la classe ouvrière soviétique

revient lentement sur la scène politique, avec des grèves et d'autres formes de protestation. Le fait que des groupes marxistes se soient constitués dans des usines, comme le document que nous reproduisons le mentionne, témoigne de la politisation croissante de la classe ouvrière soviétique.

La crise visible du capitalisme constitue un facteur de grande importance dans le renforcement du courant marxiste. La crise économique actuelle, avec son cortège d'inflation, de chômage, etc., a obligé tous ceux en URSS qui considéraient le capitalisme comme une solution de rechange, à un réexamen critique de leur admiration pour la société occidentale. A ce propos un rôle important est joué par la déception face à l'Occident ressentie par des milliers d'émigrés juifs d'URSS. Incapables de trouver du travail, vivant dans des conditions matérielles difficiles, ils ont commencé à écrire à leurs proches en URSS que l'Occident n'est guère un paradis, et à leur conseiller de rester là où ils se trouvent. Cette confirmation "inofficielle" de la crise du capitalisme est mille fois plus importante que tous les éditoriaux et articles de la Pravda que personne ne croit.

Les auteurs de la "Lettre ouverte" ont choisi les Partis communistes d'Occident comme destinataires de leur appel à l'opinion publique. Nous sommes évidemment en désaccord avec la foi naïve dans les PC occidentaux (c'est une conviction largement répandue en URSS que "ceux-là" -- les PC occidentaux -- ne peuvent pas être aussi mauvais que "le nôtre"). Mais leur effort pour expliquer aux PC et surtout à leur base la nature répressive de la bureaucratie soviétique doit être pleinement appuyé.

La bureaucratie soviétique et la bourgeoisie partagent un intérêt commun en ce qui concerne l'opposition en URSS : taire l'existence de courants de gauche. Notre tâche est par conséquent claire. Les lecteurs d'INPRECOR doivent diffuser ce document dans des réunions syndicales, dans des réunions d'étudiants et d'autres, et chercher, partout où cela est possible,

à faire voter des motions de solidarité. Comme ce document l'atteste, il y a en URSS non seulement une opposition de gauche mais aussi une gauche qui s'est déjà posé des tâches d'organisation et qui commence à former des cercles

de discussion et des groupes. Nous devons l'aider par notre solidarité.

Ce document apparaît ici pour la première fois sous forme imprimée, directement traduit du russe.

Le 18 mars 1971, le journal Izvestia a publié un article intitulé "Les falsificateurs". Il mentionnait le fait que le comité international d'Amnesty (International -- NdIR) avait publié dans les pays scandinaves une protestation contre les persécutions en URSS. Cette "protestation" était signée par des personnalités bien connues du Danemark, de Norvège et de Suède. L'article mentionnait plus loin le fait que votre journal Land og Folk (Peuple et Patrie, journal du PC danois, NdIR) avait décidé de vérifier l'authenticité des signatures et qu'il s'avéra que les signatures de la déclaration du comité d'Amnesty étaient "sans aucun fondement". Il est fort possible que ceux qui ont pris l'initiative de cette déclaration n'aient pas agi de manière entièrement correcte et qu'ils n'aient pas coordonné totalement leurs activités avec les personnes dont les signatures étaient attachées. S'il en est ainsi, il s'agit d'un malentendu malencontreux. Mais il y a autre chose qui nous surprend.

Nous ne comprenons pas pourquoi l'organe central des communistes danois a décidé de vérifier les signatures qui se trouvaient au bas de la protestation sus-mentionnée. Cela s'expliquerait-il par un attachement particulier à l'exactitude des faits en général? Ou serait-il plutôt possible que les communistes danois considèrent comme monstrueuse et incroyable l'idée même de poursuites possibles contre des opposants en URSS? Peut-être ne vous doutez-vous même pas qu'en URSS des gens sont emprisonnés dans les camps de travail en Mordovie et dans la prison de Vladimir, non seulement pour divergences d'opinion avec le gouvernement mais même pour la défense de convictions communistes marxistes?

Nous pensons que la plupart des communistes du Danemark et du journal Land og Folk peuvent fort bien ne rien savoir de tout cela; sinon, nous en sommes convaincus, le journal des communistes danois ne se serait pas limité à vérifier l'authenticité des signatures de la protestation publiée par le comité d'Amnesty, mais aurait protesté lui-même, au nom des communistes danois, contre les persécutions en URSS. Dans ce contexte nous, prisonniers politiques communistes en URSS, nous croyons nécessaire de porter les faits suivants à la con-

naissance de nos camarades, les communistes danois, de l'organe central du Parti communiste danois, et aussi des personnalités du Danemark, de Suède et de Norvège dont les signatures étaient attachées à ladite protestation.

En 1964, des agents du KGB (1) arrêtaient en Moldavie et condamnaient à de longues peines de prison un groupe de membres marxistes des Komsomols (2) qui s'appelaient "Tout le pouvoir aux soviets!", groupe organisé par N. Dragosh, directeur d'une école moyenne et député au soviet régional, et par deux enseignants, P. Tarnovsky et Cherdyntsev.

En 1965, les agents du KGB ont arrêté et condamné à de longues peines de prison un groupe de membres marxistes des Komsomols de Léninegrad appelé l'"Union des Communards", qui avait reproduit par photocopie un journal et bulletin d'information intitulé "Kolokol" (La Cloche). L'"Union des Communards" avait été organisée par S. Khakhaev, ancien secrétaire de l'organisation Komsomol de l'Institut technologique et par V. Ronkin, un activiste du PC de l'Union soviétique. Khakhaev et Ronkin furent condamnés à sept ans de prison, suivis par trois années d'exil.

En 1967, des agents du KGB arrêtaient et firent condamner à diverses peines de prison des communistes et membres des Komsomols d'Alma Ata qui s'appelaient le "Groupe des jeunes travailleurs", organisé par B. Bykov, un membre des Komsomols qui travaillait au MVD (3) d'Alma Ata, et par G. Deonisadi, un secrétaire du comité local du Komsomol, une des entreprises principales de la ville d'Alma Ata et un membre stagiaire du PC de l'Union soviétique.

En 1968, des agents du KGB arrêtaient à Léninegrad le groupe marxiste de L. Kvachevsky et Yu. Gendler. Les membres de ce groupe, qui prônent l'extension des libertés démocratiques en URSS, ont été condamnés à diverses peines de prison.

En 1969, le groupe marxiste appelé "Union de lutte pour la liberté politique" fut arrêté à Tallin. L'organisateur de ce groupe, G. Ga-



Manifestation de militants de l'opposition de gauche exilés en Sibérie (probablement en 1928.)

vrilov, officier du VMS (4), fut condamné à six années de prison.

En 1969 des agents du KGB à Ryazan, Saratov et Petrosavodsk ont arrêté un groupe de jeunes marxistes appelé "Les communards". Les organisateurs de ce groupe, O. Senin, procureur d'Etat, Yu. Budka, S. Grilyus, O. Frolov et A. Uchitel, ont été condamnés à de longues peines de prison.

En 1970 des agents du KGB ont arrêté à Sverdlovsk le groupe marxiste "Travailleurs de l'Oural". Cinq membres de ce groupe ont été condamnés à des peines de prison diverses.

En 1970, des agents du KGB ont arrêté dans la ville de Vorochilovgrad le groupe marxiste "La mise en pratique des idées léninistes". Son organisateur, A. Chekhovsky, qui était secrétaire de l'organisation des Komsomols dans une des usines de la ville, a été condamné à six années de prison.

En 1970, des agents du KGB à Kertch ont arrêté un groupe marxiste qui avait participé à une grève dans l'usine de construction navale de Kertch. Son organisateur, le communiste

V. Chekhovskich, qui fut l'éditeur du journal "L'ouvrier de Kertch", a été condamné à une longue peine de prison.

En 1970 des agents du KGB ont arrêté dans la ville de Bendery le groupe marxiste de Mechirer et Ya. Suslinsjy. Mechirer fut condamné à six années de prison.

Malheureusement nous pourrions allonger cette liste à volonté. Mais notre but n'est pas celui d'énumérer tous les communistes qui aujourd'hui languissent dans les prisons et les camps de travail d'URSS. Car est-il vraiment le plus important de déterminer quel est leur nombre exact ? La chose la plus importante, c'est que tous ces hommes travaillèrent pour la construction plus réussie d'une société socialiste et communiste, la construction de cette société par la voie la meilleure et sans des erreurs tragiques. Le point le plus important à souligner c'est que si ces gens ont commis des erreurs, ils ont commis des erreurs d'amis du communisme.

"J'étais, je suis et je resterai toujours communiste. Ce n'est que mon amour passionné pour mon pays, pour le pouvoir des soviets et pour le socialisme qui m'a conduit au banc des accu-

sés", affirma Fedorov lors de son procès en 1969 lors duquel il fut condamné à six années de régime dur pour avoir essayé d'organiser le groupe "Union des communistes". "Et même si je recevais une peine de prison dix fois plus longue, je continuerai, aussi longtemps que mes forces me le permettront, à défendre l'idéal du communisme qui m'est si cher, contre les tentatives, dans le monde entier, de le transformer en un épouvantail et un sujet de ridicule, quelle que soit l'origine de ces tentatives et quel que soit le nom dont s'affublent ceux qui en sont les responsables".

"Le communisme, c'est le destin de toute l'humanité. Dans toutes mes activités j'ai été guidé par cette pensée seulement et j'ai fait tout ce qui était en mon pouvoir pour essayer de promouvoir cette destinée", déclara O. Frolov de Riazan, membre du groupe "Le communiste". Je ne peux pas concevoir d'autre but à ma vie que de lutter pour la victoire du communisme", déclare le jeune Komsomol V. Uzlov, membre du groupe "l'Ouvrier de l'Oural".

Les communistes du Danemark, de Norvège et de Suède jouissent de la liberté politique dans leur pays. Ils peuvent constituer des partis, publier des journaux de parti, des revues et des livres. Ils ont leurs propres imprimeries, des librairies, des locaux et tout l'équipement nécessaire. On leur offre la chance de jouer un certain rôle actif dans la vie politique de leur pays. Imaginez un instant qu'on vous interdise de former votre propre parti, de disposer d'une imprimerie, de publier un organe de parti, d'avoir un local et tout l'équipement nécessaire pour mener normalement vos activités. Votre participation à la vie politique de votre pays serait limitée à la lecture des journaux gouvernementaux et à l'éloge des circulaires officielles publiées par des fonctionnaires du gouvernement. Dans une telle situation, les défenseurs du communisme seraient évidemment amenés à se réunir dans la rue, dans des appartements privés, dans les universités, dans les usines, en petits groupes, afin de discuter de la situation du pays et de critiquer le régime qui leur a enlevé leurs libertés démocratiques et individuelles élémentaires, quel que soit le nom dont ce régime se dote.

Dans une telle situation, les membres les plus audacieux du comité de rédaction de votre journal seraient obligés de se rencontrer de façon informelle dans un appartement privé, afin d'échanger les manuscrits de leurs articles; leurs femmes dactylographieraient ces articles en portant des gants de caoutchouc afin de ne laisser aucune empreinte digitale sur le papier. Les membres du comité de rédaction de Lang og Folk pourraient aussi décider de photocopier les manuscrits de leurs articles et pourraient envoyer ces photocopies par la poste à des citoyens danois. Ensuite, les rédacteurs les plus audacieux de ce journal secret

pourraient même décider de s'approprier.... (5) d'une imprimerie gouvernementale en vue de construire une machine à imprimer, même petite, qui serait à eux, pour imprimer leurs propres manuscrits.

Et pour toutes ces activités, ils seront arrêtés et envoyés dans des camps de travail. Arrêtés pour s'être rencontrés en groupes, pour avoir discuté et critiqué, pour avoir produit des articles, pour s'être lus ces articles les uns aux autres, pour avoir copié leurs manuscrits en les dactylographiant ou en les photocopiant, et pour avoir essayé de construire une presse à la main dans la cave d'une datcha en vue d'imprimer ces manuscrits. Rappelez-vous la situation sous l'occupation !

"Mais en Union soviétique, il s'agirait d'une situation plutôt comique" direz-vous sans doute. Et vous pourriez même sourire, camarades de la rédaction de Land og Folk. Vous pouvez sourire, assis dans vos appartements confortables, auprès de la cheminée, ou dans vos fauteuils des bureaux du parti. Mais au même moment où vous souriez, nous, communistes d'Union soviétique, nous sommes en train d'être arrêtés, d'être jugés et d'être déportés vers des camps de travail pour cinq ou sept ans, sous le régime strict ou dur, séparés de nos mères et de nos pères, de nos femmes et de nos enfants, de nos amis et de nos connaissances...

Nous sommes persuadés que nous n'aurez plus envie de sourire quand vous apprendrez que dans la ville natale de V. I. Lénine, Chekhovsky, membre des Jeunesses communistes, ayant avoué être coupable de lutter pour réaliser les idées de Lénine, fut condamné à six ans de régime strict, et Dragosh, qui propagea l'extension du pouvoir des soviets, à sept années de régime strict.

Lors d'une réunion en Yougoslavie, Léonid Brejnev, Secrétaire général du Comité central du PCUS, a déclaré : "Nous sommes contre le fait de créer des obstacles à la construction du socialisme dans différents pays, et nous sommes d'autant plus opposés à ce qu'un quelconque pays impose ses propres méthodes concrètes de développement à un autre pays. Notre principale préoccupation en tant que communistes et marxistes-léninistes, c'est que nos pays appartiennent à une seule structure sociale et économique. Et cela, camarades, c'est le point le plus important en dernière analyse".

Il est possible que le PCUS respecte ce principe dans ses relations internationales; mais dans son propre pays il a monopolisé le droit à la vérité : "Malheurs à ceux dont les idées ne sont pas conformes aux circulaires officielles". Alors qu'ils appellent les Yougoslaves leurs "camarades", ils maintiennent nombre d'entre nous dans des camps de travail pour la seule raison que nous diffusons de la propagande sur la voie de développement yougoslave !

Il n'y a pas d'autre pays dans lequel les opposants sont traités aussi sévèrement que dans le nôtre. Nous pouvons tirer cette conclusion même des informations parues dans la presse soviétique. En août et septembre 1971, les journaux soviétiques ont publié les informations que voici : le 8 août 1971, les Izvestia annoncèrent dans un article intitulé "Verdict contre des patriotes", qu'un tribunal d'Athènes avait acquitté des groupes de 19 et 25 prisonniers, alors que les autres "furent condamnés à diverses peines de prison, de trois ans, dix mois, cinq mois, etc.", pour avoir publié et diffusé des journaux et des tracts clandestins. En septembre 1971, la Pravda annonça que "deux étudiants espagnols, Philippe Martinez et Roman Sines, furent condamnés par un tribunal de Madrid à un an et trois mois de prison respectivement pour avoir distribué de la littérature marxiste dans des stations de métro de Madrid". En août 1971, la Pravda publia un paragraphe sous le titre "Verdict du tribunal d'Izmir indiquant que le tribunal suprême d'Izmir (6) avait condamné six hommes à des peines de prison de 3 ans à 6 mois pour avoir "mené de la propagande communiste". Mais, pour ce genre d'activités, nous sommes condamnés en règle générale à cinq ou sept ans de prison sous régime strict, à quoi s'ajoutent quelque fois jusqu'à cinq années d'exil supplémentaires -- trois années dans le cas de Ronkin et de Khakhaev, organisation du groupe "Union des Communards", sept années de prison plus trois années d'exil dans le cas de Senin, organisateur du groupe "Communard" de Saratov.

Frères communistes du Danemark, de Suède et de Norvège ! Imaginez par exemple une situation comme la suivante : un assistant du département de philosophie d'une université prononça un discours lors d'une conférence gouvernementale, critiquant le PCUS et le gouvernement, et soumettant la situation actuelle dans le pays à ses critiques. Pour cela il est immédiatement licencié. Pendant un certain temps, il gagne sa vie par des travaux occasionnels. Un jour il reçoit une lettre d'un camarade et lui répond par diverses lettres dans lesquelles il donne de ses nouvelles et exprime certaines critiques à l'égard des dirigeants politiques du PCUS et du gouvernement actuel. Le 7 novembre 1970, il se joint à quelques manifestants qui portèrent une banderole sur laquelle était écrit : "Honte à la direction actuelle du PCUS !". Pour cela il fut arrêté et condamné à sept ans de prison.

Nous pouvons difficilement imaginé que quelque chose de ce genre puisse arriver dans un quelconque de vos pays. Mais si cela arrivait en Grèce ou en Espagne ? Toute l'opinion publique progressiste, y compris vous autres, communistes scandinaves, serait outragée et protesterait contre de telles actions de violence contre un individu.

Mais cette situation dramatique concernant

un assistant du département de philosophie s'est présentée non en Grèce ou en Espagne, mais dans notre pays, en URSS, Nikolai Vasilievitch Bondar, assistant au département de philosophie de l'université d'Uzhgorod, marxiste consistant et convaincu -- qui proclama lors de son procès : "c'est seulement mon amour du communisme et ma foi en lui qui m'ont obkigé à agir comme je l'ai fait " --, a été condamné à sept années de prison par le tribunal de district de Kiev, pour avoir critiqué la politique du PCUS à la conférence du département de philosophie; pour s'être permis dans des lettresprivées envoyées à un camarade de critiquer le PCUS et pour avoir porté une banderole avec l'inscription "Honte à la direction actuelle du PCUS" lors d'une manifestation le 7 novembre 1970. Et pour cette seule raison un homme a été condamné à sept ans de prison! C'est monstrueux, c'est scandaleux ! Voilà ce que nous ressentons et voilà ce que vous sentez également, nous en sommes convaincus. Alors, protestez ! Ne gardez pas le silence à ce propos ! Adressez-vous au PCUS -- tout de même vous n'êtes pas des citoyens soviétiques, et votre voix signifie quelque chose pour lui -- et exigez que des mesures soient prises immédiatement pour la libération de V. Bondar. Nous attendons votre aide, camarades.

Frères communistes de Scandinavie ! Nous savons par les articles publiés dans la presse soviétique que le PC des Etats-Unis condamne le système médiéval cruel qui règne dans les prisons américaines. (Pravda, 30 août 1970). La critique et la condamnation des procédures médiévales qui règnent dans un quelconque pays méritent toute l'attention et tout l'appui possible. Si de telles conditions règnent encore où que ce soit, nous joignons nos voix à celles de nos camarades américains. Mais pour nous, privés de presque toute information, il est difficile de juger la situation présente dans les prisons américaines. La presse soviétique a publié un article disant que dans une prison américaine les prisonniers avaient commencé une grève de la faim parce qu'on leur avait donné du chocalar cassé comme petit-déjeuner. Au même moment, à la prison Vladimir, une directive officielle fut émise pour interdire aux prisonniers de recevoir, même dans des colis venant de l'extérieur, toute nourriture autre que des biscottes, des biscuits, du sucre et des sucreries -- excluant toute forme de chocolat ! Ainsi des prisonniers américains reçoivent du chocolat pour le petit-déjeuner, alors que les prisonniers en URSS n'ont pas le droit de recevoir du chocolat, même de leurs familles, dans les deux seuls colis qu'il leur est permis de recevoir annuellement, d'un poids maximum de un kilo chacun.

Jusqu'en novembre 1969, les prisonniers politiques de la prison de Vladimir avaient le droit de recevoir chaque année un coli pesant jusqu'à cinq kilos. Après novembre 1969, on

leur enleva même ce recours pitoyable pour soutenir leur santé. Les prisonniers ont fait la grève de la faim pendant un mois. L'administration de la prison a riposté en établissant l'arbitraire le plus complet. Il fut difficile d'obtenir n'importe quel matériel de lecture; les censeurs ont abusé de leur position officielle, aucun morceau de papier ne fut distribué pour écrire; le rasoir devint une machine pour raser la tête des prisonniers; la plupart des cellules eurent le chauffage coupé; il n'y eut plus d'eau pour se laver.

En règle générale, la vie des prisonniers politiques des camps de travail et de la prison de Vladimir est gouvernée par des directives secrètes et illégales, qui permettent à l'administration pénitencière d'abuser de sa position officielle et de créer une situation de domination illégale et arbitraire. Il y a par exemple une directive secrète contenant la liste des sujets qui ne peuvent pas être mentionnés dans les lettres. Toute lettre adressée par un prisonniers politique, ou qui lui est destinée, peut être confisquée si le censeur le désire. On nous interdit par exemple de décrire les conditions de notre emprisonnement, l'état de santé de nos camarades en prison, etc. En pratique, on ne nous permet de traiter qu'un seul sujet, le temps, et, même dans ce cas, la lettre peut être confisquée sous le soupçon de "conventionnalité". Même la liste des vivres permises (ou interdites) de vente dans le magasin alimentaire du camp ou de la prison (pour une valeur de deux à trois roubles par mois !) doit être vérifiée par le Ministère de l'Intérieur. Les prisonniers politiques de notre camp de travail Zh. Zh. 385/17, par exemple, se sont battus pendant plusieurs années pour obtenir que le magasin leur vende des oignons; chaque fois cette demande fut refusée. L'administration pénitencière insiste sur le fait que la vente des oignons n'est permise qu'en cas d'épidémie massive de grippe. Pourquoi en est-il ainsi ? Peut-être y a-t-il pénurie d'oignons en URSS ? Non; l'URSS a des oignons en abondance. N'est-ce pas plutôt parce que les oignons contiennent beaucoup de vitamines ? Et ne vous semble-t-il pas, camarades, que tout ce que nous venons de relater sent fortement le Moyen-Age ?

Du fait d'escroqueries et de vols à tous les niveaux de la distribution des vivres et du fait de la préparation dégoûtante de la nourriture, même les normes officielles établies par le gouvernement pour l'alimentation des prisonniers ne sont pas respectées. En plus, les règlements gouvernementaux pour les prisonniers condamnés au régime strict ont réduit au minimum le droit de recevoir des colis de vivres de leurs familles et amis. Nous n'avons droit qu'à un seul colis pesant cinq kilos après avoir servi la moitié de notre peine et, avant cela, deux colis par an ne pesant pas plus qu'un kilo chacun. Mais, en pratique, l'administration pénitencière peut nous enlever, pour des

raisons quelconques, même ce moyen minime de défendre notre santé. Des privilèges et toutes sortes d'autres avantages sont accordés essentiellement à ceux qui rendent service à l'administration du camp de travail en rapportant des commérages ou en mouchardant des prisonniers. Peut-être est-il incompréhensible pour vous, camarades, que nous attachions tant d'importance à des colis et des paquets de vivres. Mais le fait est que dans vos pays, un prisonnier est nourri de façon adéquat, il ne connaît pas la faim, et un colis de sa famille arrive juste comme une surprise agréable, comme un cadeau de Noël d'un ami. Mais nous, prisonniers politiques des camps de travail de Mordovie et de la prison de Valdimir, nous avons souvent faim. D'une année à l'autre, notre organisme est affamé de manière latente et, quelquefois, par exemple pendant le premier mois de prison, de manière directe, du fait d'une insuffisance en albumine, en vitamines et en minéraux. De ce fait, un colis ou un paquet de vivres est pour nous un moyen de défendre notre état de santé et de conserver nos forces.

Une autre raison pour laquelle nous avons faim, c'est que la nourriture qui nous est distribuée n'est pas toujours comestible. Elle est cuite de manière répugnante et, souvent, la cuisine est faite avec des vivres qui ne sont pas seulement de basse qualité mais contiennent en fait de la vermine. Le poissons qu'on nous distribue est généralement pourri.

Camarades, il est notoire que les gardes-chiourmes professionnels du fascisme ont élaboré un régime cohérent pour des camps de concentration. Vous savez probablement aussi que les camps de concentration fascistes avaient pour but de faire perdre aux prisonniers progressivement toutes leurs forces et de les détruire. Ces principes ont été plus tard malheureusement adoptés comme base des camps de concentration de l'époque stalinienne. De cette manière, ces principes ont été transférés de l'Allemagne fasciste à notre conscience légale; et en 1960, sur la base de ces mêmes principes, le système de règlement des prisons a été établi. Les exemples de ce système de règlement sont quelquefois monstrueusement absurdes. Par exemple, on ne nous permet d'envoyer que deux lettres par mois et, en prison, de recevoir une seule lettre, ou même une seule lettre tous les deux mois. Et on pourrait citer beaucoup d'exemples du même genre.

Frères communistes américains ! Vous protestez contre les règlements médiévaux des prisons américaines et vous demandez qu'on libère Angela Davis. Tout en exprimant notre sympathie avec cette communiste américaine, et tout en nous joignant à votre campagne pour sa libération, nous ne pouvons cependant pas comparer sa situation avec les conditions de notre emprisonnement. Nous apprenons qu'alors qu'elle fut interrogée, Angela Davis put rencontrer des journalistes et même son allié, le camarade

H. Winston, président national du PC des Etats-Unis.

Mais, à nous, on restreint même nos rencontres avec les membres les plus proches de notre famille et nos amis, même s'ils sont des membres distants de nos familles. Nous aimerions rencontrer en prison des journalistes communistes, par exemple venant des Etats-Unis ou des pays scandinaves, pour pouvoir leur raconter quelles sont les conditions de notre détention.

Les journaux soviétiques nous apprennent qu'Angela Davis reçoit beaucoup de lettres du public américain et du monde entier. Ici, sous les prétextes divers, les lettres de nos proches et de nos amis sont souvent retenues ou confisquées. Les journaux soviétiques disent qu'Angela Davis a pu donner à un visiteur une lettre au Comité des Femmes soviétiques. A nous, on nous interdit même de remettre une lettre la plus banale soit-elle au cours d'une visite. Nous demandons à nos camarades de Land og Folk de nous pardonner du délai de 8 mois pour cette réponse. Mais nous n'avons pas la possibilité de vous envoyer directement même cette "Lettre ouverte", à travers un canal officiel. En vous l'envoyant, nous "violant le règlement" et des punitions sévères nous attendent.

Les journaux soviétiques affirment qu'on a trouvé une souris dans le lit d'Angela Davis. Ici, dans nos baraquements, les souris sont un spectacle habituel et dans le département thérapeutique de l'hôpital central, les salles sont infestées de rats. On vole les malades. Dans le département de thérapie, par exemple, les rations prescrites de viande et de sucre n'ont pas été distribuées depuis des années; toutes sortes de prétextes sont inventés pour voler cette viande et ce sucre. Lors des visites des commissions de contrôle, ces vols évidents ne sont pas remarqués. Les règles diététiques les plus élémentaires ne sont pas respectées.

Tous les journaux soviétiques ont rapporté de façon indignée que George Jackson avait été tué en s'échappant de prison. Dans toute situation il s'agirait d'un évènement tragique. Nous, prisonniers politiques soviétiques, nous nous joignons à vous pour protester contre de tels actes de la part des gardes-chiourmes. Mais dans les camps de travail de Mordovie, plus d'une fois, des prisonniers ont été tués à partir des tours d'observation, et pas seulement dans le cas de tentatives d'évasion.

En 1964, par exemple, un prisonnier politique appelé Romachov fut tué dans un camp de travail de Mordovie; il était profondément déprimé pour des raisons familiales et s'était jeté, désespéré, contre la clôture en fil de

fer du camp. En 1967, un lithuanien appelé B. Utkevichius fut tué, et pourtant il était sérieusement déséquilibré. En mai 1970, un prisonnier malade mental appelé Baranov, patient de l'aile psychiatrique de l'hôpital central du camp de travail Zh, Zh 385/3 fut abattu à la mitrailleuse. On a réellement transpercé de balles de mitraillettes, à partir de deux tours d'observations, un homme à la responsabilité mentale fort réduite. Les prisonniers politiques de ce camp de travail ont essayé de protester contre un acte d'un tel arbitraire. On les punit pour violation de discipline et les prisonniers politiques V, Aidov, N. Tarnovsky L, Kvachevsky, S. Zatikyan et Yurkevitch furent transférés à la prison de Vladimir. Nous vous croyons, frères communistes des Etats-Unis, lorsque vous dites que certaines conditions dans les prisons américaines sont des vestiges du Moyen-Age. Une fois de plus nous joignons nos protestations aux vôtres. Mais cela ne vous trouble-t-il pas, frères communistes des Etats-Unis, qu'en Union Soviétique des prisonniers politiques soient détenus sous les conditions terribles du régime spécial et strict ? Nous sommes certains que cela vous incitera à intervenir auprès des dirigeants du PCUS pour demander l'abolition du régime strict et spécial pour les prisonniers politiques en URSS, de même que pour réclamer une amélioration radicale de leurs conditions de détention en général. Nous sommes convaincus que vous agirez de manière déterminée et en bonne fois dans cette affaire.

Frères communistes américains ! Vous, et particulièrement Hall (7) parlez souvent du caractère bienveillant du système soviétique et comparez l'URSS aux pays capitalistes. Vous ne pouvez pas manquer de comprendre que la situation des prisonniers politiques en Union Soviétique n'apporte guère de crédit à l'URSS et à la politique adoptée par les dirigeants soviétiques. Elle ne bénéficie pas non plus au mouvement communiste international. Ce ne sont pas seulement nous, les communistes soviétiques, qui portons la responsabilité morale de tel ou tel aspect de la direction politique du PCUS; mais vous, communistes des autres pays, vous avez la même responsabilité. En plus, le secrétaire général du PC des Etats-Unis a dit dans son article "Les dividendes chinois de l'impérialisme américain", qui fut publié en URSS dans l'hebdomadaire "A l'étranger" : "L'argument selon lequel le mouvement ouvrier international peut être fondé sur chaque pas 's'occupant de ses propres affaires' est faux". En présentant le camarade Hall comme candidat à la présidence des Etats-Unis (et nous, prisonniers politiques communistes en URSS le félicitons chaleureusement pour cette désignation) vous le présentez, sans aucun doute, comme un homme de principes au peuple américain. Ayant critiqué le régime médiéval qui règne dans les prisons américaines, il ne pourra rester indifférent à la situation des prisonniers politiques en Union Soviétique. Il pour-

rait même dire aux électeurs et au journalistes au cours de sa campagne électorale ce qu'il a fait lui-même, en tant que communiste et candidat à la présidence, pour améliorer les conditions des prisonniers politiques en URSS, où les gens au pouvoir s'appellent communiste.

Frères communistes ! Il y a de nombreuses preuves que la situation légale et les conditions effectives des prisonniers politiques de divers pays sont en contradiction flagrante avec les principes établis comme base de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme. C'est pourquoi nous appelons les communistes de divers pays à s'adresser à l'organisation internationale compétente pour lui demander de constituer une commission internationale :

- pour examiner la situation légale et les conditions effectives de détention des prisonniers politiques de différents pays, y compris l'Union Soviétique;
- pour rédiger des principes et critères internationaux unifiés pour la situation légale et les conditions de détention des prisonniers politiques de divers pays, y compris l'Union Soviétique.

Il n'y a pas de doute que le processus de renforcement de la moralité et de la justice sociale dans le monde implique des contradictions et des conflits de tendances sociales et politiques les plus diverses, chacune desquelles cherche à apporter sa propre conception de la morale et de la justice sociale à la vie du peuple. C'est pourquoi il arrive parfois dans le monde que, lorsque les représentants de l'une ou l'autre tendance occupent des positions de pouvoir, des représentants d'une autre tendance, ou même des représentants de la tendance au pouvoir, mais qui proposent des moyens quelque peu différents, occupent les cellules des prisons. Mais lorsque les circonstances changent, les gens qui occupent les postes du pouvoir changent de place avec les gens qui occupent les cellules de prison. De toute évidence, les pouvoirs d'Etat de divers pays reconnaissent l'effet dramatique de ce processus et appliquent régulièrement une amnistie, ce qui signifie qu'au cours de l'histoire l'amnistie a été établie comme une institution. En 1971 il y eut des amnisties pour les prisonniers politiques en Bolivie, au Pérou, au Pakistan et en Uruguay. Au début d'octobre 1971 la radio soviétique a rapporté qu'une amnistie avait été décidée pour des prisonniers politiques en Espagne.

En Union soviétique, il n'y a plus eu d'amnistie pour des prisonniers politiques, par acte de loi, depuis 1927. Nous voudrions savoir ce que cela signifie et ce que les communistes d'Europe et d'Amérique en pensent. Nous, prisonniers politiques communistes d'Union soviétique, pouvons difficilement croire, malgré nos expériences, que les dirigeants de l'URSS, qui s'appellent communistes, sont

moins humains que les maîtres de l'Espagne ! En 1971, le président du conseil des ministres d'URSS, Kossyguine, projette un voyage officiel en Norvège et au Danemark. Nous espérons que vous, frères communistes du Danemark et de Norvège, lui poserez cette question, et peut-être aussi l'autre question de fond que nous avons posée dans cette "Lettre ouverte".

Frères communistes d'Europe et des Etats-Unis ! Nous, prisonniers politiques d'URSS, vous demandons de publier cette lettre dans vos journaux. Nous adressons cette demande personnellement aux camarades de la rédaction de Land og Folk, auprès desquels nous nous excusons une fois de plus pour le retard de cette réponse. Nous, prisonniers politiques communistes soviétiques, sommes convaincus que vous, communistes d'Europe et des Etats-Unis, connaissez maintenant la situation réelle en URSS et que vous ferez tout ce qui est en votre pouvoir pour la changer. Nous, prisonniers politiques communistes soviétiques, sommes convaincus que vous agirez en défense des droits des prisonniers politiques de l'Union soviétique et, en particulier, des droits des prisonniers politiques communistes.

Avec nos salutations communistes.

Les prisonniers politiques :

Youri Ivanovitch Fedorov, membre du PCUS, avocat et officier du Ministère de l'Intérieur; Nikolai Vasilevitch Bondar, enseignant au département de philosophie de l'Université d'Ushgorod;

Gennadii Vladimirovitch Gavrilov, membre du PCUS, officier du Ministère de l'Intérieur, ingénieur;

Alexandr Konstantinovitch Chekhovskiy, membre du Komsomol, secrétaire du département du trust Vorochilovgradzhilistroi.

14 octobre 1971, URSS, Mordovie, camp de travail Zh. kh 385/17.

Nous, prisonniers politiques non-communistes d'URSS, qui n'adhérons pas à la doctrine marxiste et qui sommes, pour cette raison, en désaccord avec une série de pré-supposés de la "Lettre ouverte", co-signons néanmoins ce document en accord avec nos camarades prisonniers qui sont communistes, comme un document authentique qui proteste contre la violation des critères démocratiques dans notre pays et contre les conditions difficiles des prisonniers politiques en URSS.

Les prisonniers politiques :

Nikolai Bitkovitch Ivanov, enseignant à l'Université d'Etat de Léningrad; Youri Timofeevitch Galanskov, éditeur de l'anthologie "Phénix"; Vladimir Konstantinovitch Pavlenkov, historien.

Aux communistes d'Europe et des Etats-Unis,
aux rédactions des organes centraux des Par-
tis communistes d'Europe et des Etats-Unis,
à la rédaction de l'organe central du Comité
central du PC du Danemark, Land og Folk.

Copie au Comité international d'Amnesty.

- (1) KGB, initiales de Comité de Sécurité de l'Etat, c'est-à-dire la police politique en URSS -NdIR
- (2) Komsomol, abréviation de l'Union des Jeunesses Communistes d'URSS, l'organisation de jeunesse du PCUS -NdIR

- (3) MVD, Ministère des Affaires étrangères. En contraste avec le KGB, le MVD exerce les fonctions normales de police et surveille certaines entreprises "sensibles", comme par exemple celles de l'industrie nucléaire -NdIR
- (4) Marine de guerre - NdIR
- (5) Il y a ici un trou dans le manuscrit. Probablement les mots manquants sont "du matériel..." - NdIR
- (6) Ville sur la côte de la Mer Egée en Turquie.
- (7) Gus Hall est le secrétaire général du PC américain

une série de brochures marxistes en russe

La lutte de l'opposition marxiste en URSS pour la régénérescence de la société s'effectue dans des conditions extrêmement difficiles. Les purges staliniennes avaient liquidé physiquement toute une génération de marxistes, portant un coup mortel à la continuité de la tradition marxiste. La bureaucratie a placé sous scellés tous les écrits importants des premières années du pouvoir soviétique. La censure bloque toute information sur les développements révolutionnaires dans le monde -- qui pourraient servir de source d'encouragement et d'appui à l'opposition marxiste. Pour comprendre la situation, les seules informations de l'"extérieur" qui parviennent en URSS avec une quelconque régularité sont celles de Radio Liberty, Radio America, etc., c'est-à-dire par la voix de l'impérialisme.

Il est donc grand temps pour les marxistes en Occident d'essayer de briser cette conspiration du silence. Un pas important dans cette direction est fait par la publication d'une série de brochures en russe sous le titre "Na Levo" (Vers la gauche)

Le premier fascicule de cette série vient de sortir. Il contient la première traduction russe de la Lettre ouverte au Parti de Kuron et Modzielewski, une analyse importante et un document programmatique pour l'Europe orientale. Ce fascicule est conforme à un des buts fondamentaux de la série projetée : informer le lecteur soviétique sur les développements révolutionnaires dans d'autres pays du bloc soviétique.

D'autres fascicules de la série offriront une analyse des luttes anti-capitalistes et anti-impérialistes, reproduisant des écrits marxistes des années 20 qui ne sont plus disponibles en URSS et publiant des contributions originales consacrées aux développements actuels en URSS. Les rédacteurs de "Na Levo" espèrent que cette série de brochures pourra servir de moyen de dialogue entre les marxistes de l'Est et de l'Ouest.

Les lecteurs d'INPRECOR qui connaissent le russe devraient commander des exemplaires de "Na Levo" en s'adressant à :

Société Internationale
d'Edition
Département d'Europe
orientale
10, Impasse Guéméné
75004 PARIS/France



la lutte contre les lois anti-ouvrières

CHARLES BEDART

Au mois de mai une nouvelle étape a été franchie dans la lutte opposant le mouvement syndical à l'Etat du Québec au travers des affrontements qui eurent pour cadre le secteur industriel de la construction. L'Assemblée nationale du Québec votait alors deux lois anti-syndicales : la première mettait en tutelle quatre unions syndicales appartenant au secteur de la construction de la Fédération des Travailleurs du Québec (FTQ); la seconde permettait de démettre de leurs fonctions syndicales des militants ayant un casier judiciaire. Dans ce dernier cas il est à noter que l'appel à la "grève illégale" étant un délit, cette loi permet, sous couvert de lutte contre la criminalité, d'écrémer le syndicalisme de ses éléments les plus combattifs et de transformer l'appareil syndical en police anti-grève au sein du mouvement ouvrier. Cette dernière loi restreinte au secteur de la construction devait, selon le Ministre du Travail, Jean Cournoyer, s'étendre par la suite à l'ensemble du mouvement syndical québécois.

Le syndicalisme d'affaires dans la construction

Certains aspects du mouvement syndical nord-américain doivent être rappelés pour comprendre la signification des affrontements récents dans le secteur de la construction au Québec.

Deux aspects majeurs le caractérisent : tout d'abord la grande importance donnée aux revendications d'ordre monétaire (thème développé de manière systématique par Samuel Gompers dans l'American Federation of Labour -- AFL, Fédération américaine du travail), et la forme généralement violente que prennent les conflits avec le patronat. La réunion de ces deux aspects, lutte économique restreinte volontai-

rement aux cadres du régime capitaliste et violence apolitique comme moyen de pression sur le patronat, a donné parfois naissance dans certains secteurs du mouvement ouvrier (construction, débardeurs, conducteurs...) à de véritables fiefs fondés sur des appareils bureaucratiques bien spécifiques. Les membres de ces appareils en effet non seulement considèrent que les syndicats doivent être gérés comme des entreprises capitalistes, mais que tous les moyens sont bons pour les renforcer, y compris la violence. Ces appareils bureaucratiques reposent essentiellement sur les avantages financiers découlant des salaires élevés des dirigeants et de la corruption patronale. En effet, si ces bureaucraties pratiquent la collaboration de classe ce n'est pas tant par conviction idéologique que par les avantages matériels qui l'accompagnent. Corruption et violence amènent tout naturellement ces dirigeants syndicaux à entretenir des liens avec la petite pègre.

Ce type de bureaucratie violemment anti-communiste ne tolère pas, ne serait-ce que la présence physique de militants de gauche, dans la profession qu'elle contrôle. La répression brutale est une constante en ce domaine. Cependant, vis à vis du patronat cette bureaucratie exige parfois un paiement élevé pour ses services. Le sabotage, la destruction de matériel mettent ainsi rapidement à raison les patrons trop avarés. De plus, afin d'assurer sa popularité parmi les syndiqués, cette bureaucratie de temps en temps doit prouver son efficacité en décrochant des avantages salariaux importants.

Durant les années 50 les conducteurs (teams-ters), dirigés par Hoffa, utilisèrent ces méthodes et devinrent le plus puissant syndicat sur le continent nord américain.

Dans les périodes où la bourgeoisie voulait éliminer l'influence de militants communistes ou socialistes dans le mouvement ouvrier, l'alliance par la corruption avec cette bureaucratie était activement recherchée. Ainsi, le nettoyage anti-communiste dans l'après-guerre dans l'ensemble du mouvement syndical nord américain a été l'oeuvre commune de l'Etat bourgeois et de syndicalistes corrompus. Cependant, à la longue, une telle alliance coûte cher et, quand les exigences des syndicalistes corrompus dépassent les offres des corrupteurs patronaux, une crise est alors ouverte. Ceci est particulièrement fréquent dans le cadre d'une récession économique capitaliste où la rentabilisation est la devise du patronat.

Ce qui est arrivé avec l'appareil dirigeant de la FTQ-Construction qui était devenu la plus puissante union syndicale au Québec en regroupant tous les métiers de ce secteur dans un Conseil provincial.

Les dirigeants de la FTQ-Construction pratiquaient une fructueuse collaboration avec les différents gouvernements en place au Québec, n'hésitant pas même à l'occasion à organiser la campagne électorale de tel ou tel député influent. Tant que la paix sociale n'était pas troublée, tant que les pactes anti-grèves étaient respectés, le patronat, bon gré mal gré, tolérait faute de mieux ce puissant appareil syndical. De plus, au niveau politique, le secteur de la construction présentait pour le patronat l'avantage d'être le point classique de désunion du mouvement syndical québécois. En effet la FTQ-Construction, forte de l'appui du gouvernement, cherchait à obtenir le monopole syndical aux dépens de l'autre centrale syndicale nationale, la Confédération des Syndicats Nationaux (CSN). Les attaques violentes entre les membres des deux centrales FTQ et CSN étaient courantes sur les chantiers de construction à travers le Québec. Cette situation arrangeait bien les patrons. Cependant, au printemps 1974, quand des permanents de la FTQ-Construction organisèrent la destruction du gros chantier LG2 du barrage hydro-électrique de la Baie James dans le nord du Québec, occasionnant ainsi plus d'un million de dollars de dégâts, la bourgeoisie trouva la note trop salée. De plus, consciente que le contexte de radicalisation politique et sociale ambiant pouvait à terme influencer les objectifs de la violence de l'appareil de la FTQ-Construction, la bourgeoisie décida d'en finir et de procéder à son démantèlement. Les firmes multinationales américaines telles que Goodyear et Firestone proclamaient bien haut leur intention de ralentir ou de cesser leurs investissements si l'ordre n'était pas rétabli non seulement dans la construction mais dans l'ensemble du mouvement syndical québécois. Selon ces firmes la récession économique capitaliste donnait pour tâche au gouvernement québécois de rechercher la paix sociale à meilleur marché.

La commission Cliche ou comment discréditer le mouvement syndical

Au Canada et au Québec, ainsi qu'aux Etats-Unis, il est traditionnel dans les moeurs de la démocratie bourgeoise de mettre sur pied des commissions d'enquête dont le but n'est pas de faire la lumière sur un aspect de la réalité sociale mais de donner une apparence objective et neutre aux législations gouvernementales inspirées des recommandations finales des commissaires-enquêteurs.

En 1959, les frères Kennedy, membres du Parti démocrate, dirigèrent sous l'administration républicaine d'Eisenhower, l'enquête sur les teamsters de Hoffa. En mettant l'"opinion" de leur côté au nom du "civisme" et de la "moralité" leurs travaux aboutirent par le vote par le Congrès de la loi Landrum-Griffin, véritable instrument de police au sein du mouvement ouvrier. Ce passé glorieux de politiciens bourgeois est explicitement rappelé dans le rapport soumis par la commission Cliche créée par le gouvernement québécois pour enquêter sur le "crime organisé" dans la construction après les incidents de la Baie James. Formée de personnalités que les mass medias bourgeois font passer pour "intègres", cette commission était dirigée par un juge du Québec, Robert Cliche, par ailleurs ancien dirigeant du Nouveau Parti démocrate (NPD), rejeton canadien de la social-démocratie internationale. Ce juge était secondé par un membre du Parti conservateur et un syndicaliste enseignant membre du Parti québécois, tous deux partis d'opposition.

Incapables de refuser leur collaboration à ces "observateurs impartiaux", les directions syndicales, celle de la FTQ aussi bien que sa rivale de la CSN, continuèrent à entretenir des illusions sur la soi-disante neutralité de l'appareil d'Etat et de ses commis occasionnels chargés en réalité de passer la corde au cou au mouvement ouvrier. Mieux, la direction de la CSN minoritaire dans la construction appelait ouvertement à l'intervention policière contre les syndicats de la FTQ dans ce secteur. Les deux bureaucraties syndicales essayèrent naïvement de jouer une partie du gouvernement provincial contre l'autre. La FTQ misait sur Jean Cournoyer, le ministre du Travail, pour maintenir l'alliance passée, la CSN sur le ministre de la Justice et chef de la police, Jérôme Choquette, pour évincer sa rivale. Croyant voir des contradictions antagoniques là où se mêlaient les aspects intégrationnistes et répressifs de toute politique bourgeoise à l'égard du mouvement ouvrier, les directions syndicales amenèrent le mouvement ouvrier sur un terrain où les politiciens bourgeois sont maîtres des règles du jeu : les bureaux des ministères et ceux des députés.

Au fur et à mesure de la progression des investigations de la commission Cliche, des perquisitions policières dans les locaux syndicaux,

la direction de la FTQ commença à saisir l'ampleur du danger et essaya de mobiliser ses troupes. Le 19 octobre, 40.000 ouvriers manifestaient à son appel dans les rues de Montréal. Ce fut, historiquement, la plus grande manifestation ouvrière de ce genre au Québec. Pourtant ce ne fut pas dans une perspective d'élargissement des luttes et d'unité syndicale que la direction FTQ avait mobilisé de cette manière. Elle cherchait simplement à améliorer son pouvoir de marchandage avec le gouvernement.

Essayant de régler par les méthodes du syndicalisme d'affaires, par des négociations secrètes pour l'ensemble des travailleurs (pas pour les ministres bourgeois) une bataille dans laquelle l'enjeu était directement politique, la direction de la FTQ empêcha que se développe une riposte de l'ensemble du mouvement ouvrier à l'ampleur de l'attaque gouvernementale. De plus, en proclamant, en dépit de l'évidence, sa confiance au Ministre du Travail, Jean Cournoyer, la direction de la FTQ ne pouvait que favoriser le cynisme et l'écoeurement parmi les syndiqués au moment où ce même ministre était le rapporteur des principaux projets de loi anti-ouvriers.

Dans un climat de discrédit complet des directions syndicales les recommandations de la commission Cliche furent rendues publiques au début du mois de mai : tutelle de quatre unions de la FTQ-Construction, loi "anti-casseurs" rendant les dirigeants syndicaux responsables des "grèves illégales", suppression du pouvoir de négociation syndicale par la création d'une sorte d'Office corporatiste de la construction, surveillance étatique sur la vie syndicale, statuts syndicaux obligatoirement approuvés par le gouvernement... Quelques jours après la publication du rapport les deux premières recommandations avaient force de loi.

Afin de protester contre cette législation anti-ouvrière, la FTQ appela d'une manière improvisée à débrayer la journée du 21 mai sous prétexte de démontrer sa solidarité avec une grève de l'United Aircraft (compagnie américaine fabriquant des moteurs d'avions). Plus de 100 000 syndiqués quittèrent leurs lieux de travail. La mobilisation confuse dans ses objectifs, non expliquée aux travailleurs, fut un échec partiel. Si de nouvelles couches de la classe ouvrière se mobilisèrent à cette occasion, le gouvernement ne céda en rien aux exigences de la FTQ.

Les conditions de la mobilisation du 21 mai

Alors que les recommandations de la commission Cliche étaient largement diffusées, une assemblée de protestation de 4 000 membres de la FTQ Construction se tenait sur la rive

Sud de Montréal, non loin des usines de la United Aircraft -- appartenant à la compagnie américaine Pratt et Whitney -- dont les travailleurs sont en grève depuis décembre 1973. Un groupe de 34 d'entre eux pénétra dans l'usine au cours de la nuit dans le but d'occuper un des bâtiments et d'exiger le règlement du conflit. Des travailleurs de la construction se rendirent aux portes de l'usine pour marquer leur solidarité avec les grévistes et affrontèrent violemment les forces de police. Plus tard, des membres de la brigade anti-émeutes de la Sûreté du Québec arrivèrent dans l'usine et attaquèrent les grévistes à la matraque alors qu'ils négociaient leur rédition. Un reporter présent décrivit la scène en direct à la radio et son témoignage fut largement reproduit dans la presse les jours suivants. La direction de la FTQ décida d'utiliser cet événement pour appeler à la "grève générale" en solidarité avec les victimes de la répression, le 21 mai. Alors que l'offensive gouvernementale dans la construction battait son plein, la direction de la FTQ, officiellement, n'en disait rien. Les débrayages se multipliaient dans ce secteur, mais, deux jours avant cette "grève générale" Louis Laberge appelaient les travailleurs à revenir sur leurs chantiers tant et si bien qu'ils y restèrent le 21 mai. Même aux pires moments des affrontements, la direction FTQ continua à rester dans la voie de la collaboration de classe.

L'incohérence incroyable des dirigeants syndicaux de la FTQ a grandement freiné la mobilisation, facilitant ainsi l'application de mesures anti-ouvrières du gouvernement libéral. Seuls le militantisme et la clairvoyance de certains éléments du mouvement syndical ont empêché que tout ceci ne se transforme en déroute totale.

Les Jeux Olympiques de 1976

Au cours de cette période, le gouvernement, cherchant à utiliser tous les arguments pour mener son assaut anti-syndical, essaya d'imputer aux grèves des ouvriers de la construction le retard dans la préparation des installations olympiques.

En effet, depuis l'automne 1974, la préparation des Jeux Olympiques de Montréal donne lieu de la part des diverses fractions de la bourgeoisie et de l'appareil d'Etat à une débauche d'idéologie réactionnaire. Outre la tentative d'embrigadement de la jeunesse dans la célébration du rituel olympique et les manœuvres de prestige des différentes instances gouvernementales, municipales, provinciales et fédérales, les Jeux servent de prétexte direct à une offensive contre les syndicats de la construction. Une vaste épuration des militants de ce secteur a été entreprise (500 renvois) dans les premières semaines de mai. Le chantier olympique est désormais gardé en

permanence par des policiers privés de l'agence Pinkerton, célèbre depuis des dizaines d'années pour son efficacité dans la répression anti-syndicale en Amérique du Nord. L'opération de prestige que sont les Jeux Olympiques ne peut être remise en cause par une grève de la construction selon les autorités en place, justifiant ainsi la répression anti-syndicale.

Les Jeux sont utiles à la bourgeoisie à tous les niveaux : économique, idéologique et politique. Ainsi il est fort probable que la période où se dérouleront les compétitions olympiques (été 1976) permettra à l'Etat bourgeois de déployer un impressionnant arsenal militaire et policier. Les déclarations du ministre de la Justice, Jérôme Choquette, sont significatives. De retour de Munich, il reprochait aux autorités de cette ville de n'avoir pas suffisamment mis en évidence les forces de répression anti-terroristes dont elles disposaient. Tirant les leçons de l'été 1972, les organisateurs de Montréal ont d'ores et déjà déclaré qu'ils ne lésineraient pas sur les moyens pour protéger les Jeux.

En plus de la puissante police municipale et de la Sûreté du Québec, Montréal sera quadrillée étroitement par l'armée canadienne et les autorités annoncent des mesures spéciales "anti-terroristes" qui pourraient fort bien le cas échéant servir de prétexte pour frapper les organisations socialistes et révolutionnaires.

Les perspectives d'affrontement

Malgré l'adoption des lois anti-syndicales, malgré les défaites sectorielles (construction) le mouvement ouvrier québécois n'est pas écrasé. Les reculs partiels sont compensés par la mise en mouvement de secteurs du mouvement ouvrier jusqu'alors relativement passifs. A l'heure actuelle si la bourgeoisie prend l'initiative des confrontations elle ne fait pour le moment qu'élever la tension entre les classes et prépare des lendemains explosifs. Malgré la faillite totale de ses directions, la classe

ouvrière résiste et organise localement la riposte le mieux qu'elle peut. Cependant, un tel état de choses ne saurait durer longtemps. Les affrontements décisifs sont à venir, et cela est clair, les directions actuelles du mouvement ouvrier les mèneront soit à des massacres soit à la capitulation totale.

D'ores et déjà, à deux occasions au moins, l'affrontement entre l'Etat et le mouvement ouvrier et syndical est prévisible :

- Contre le projet de loi 24 . Présenté à l'Assemblée nationale du Québec comme amendement au Code du Travail, ce projet de loi a pour conséquence de soumettre l'élection des dirigeants, les finances et les statuts de syndicats ainsi que le vote de grèves au contrôle absolu des fonctionnaires de l'Etat bourgeois. Le passage de telles mesures signifierait l'intégration directe du mouvement syndical à l'appareil d'Etat. Face à ces projets le mouvement ouvrier doit se mobiliser dans son ensemble et obliger le gouvernement à reculer, sinon le passage d'une telle loi implique l'écrasement sans combat de l'ensemble du mouvement syndical.

- Au cours des prochaines négociations dans le secteur public provincial. En avril et mai 1972 les précédentes négociations avaient débouché sur un vaste mouvement de débrayages et d'occupations de villes en dehors de Montréal, suite à l'arrestation des dirigeants des trois centrales syndicales québécoises. A partir de l'automne prochain les négociations en cours entreront dans une phase active. Le Parti libéral au gouvernement se prépare soigneusement à cette confrontation en perfectionnant son arsenal judiciaire et policier. Le mouvement syndical ne pourra vaincre qu'en préparant une grève générale illimitée de tous les travailleurs ainsi que le recommandait une résolution du récent congrès du Conseil central de Montréal de la Confédération des Syndicats Nationaux.

9 juin 1975 ■

POUR LA GENERALISATION DES CONSEILS OUVRIERS

La crise économique ne fait que s'approfondir. En janvier, les statistiques annonçaient plus de 200 000 chômeurs. Actuellement, le chiffre de 300.000 est accepté dans les cercles gouvernementaux.

L'industrie portugaise, axée essentiellement sur les exportations, est touchée de plein fouet par la récession internationale. Ainsi, la principale industrie portugaise, le textile et l'habillement -- qui occupe environ 200.000 travailleuses et travailleurs et exporte 90% de sa production -- est durement frappée par le recul drastique des commandes.

Aux effets de la récession internationale, s'ajoutent les faiblesses structurelles de l'industrie portugaise et le sabotage économique. Le déficit de la balance commerciale va grandissant : les biens alimentaires, vu la crise de l'agriculture, constituent un des principaux postes des importations. Les répercussions de ce déficit sur la balance des paiements sont d'autant plus importantes que les compensations traditionnelles ne jouent plus, ou jouent moins : remises des immigrés et devises fournies par le tourisme.

Face à l'accélération de cette crise et à la maturation politique au sein de la classe ouvrière, les tensions au sein du MFA reflètent de façon déformée la polarisation croissante entre les deux classes fondamentales de la société portugaise. La résolution du 21 juin, publiée par le Conseil de la Révolution exprime elle-même la crise de direction qui opère profondément au sein du MFA. Le projet fondamental semble devoir aller dans le sens d'une centralisation encore accrue du pouvoir et de la consolidation de l'appareil d'Etat qui implique un contrôle plus affirmé sur les organes d'auto-organisation des travailleurs ainsi que des soldats

(voir la réaction contre les comités de soldats). Néanmoins, les formulations de ce texte laissent ouverte la porte à des initiatives qui, sous le couvert du contrôle des instruments d'auto-organisation n'en vont pas moins dans le sens de liens entre soldats et travailleurs. Ne serait-ce que dans ce phénomène réside toute l'ambiguïté de la situation actuelle. Tout nouveau pas en avant de la montée révolutionnaire pourra difficilement laisser intacte l'unité de plus en plus fragile du MFA.

Les luttes ouvrières, si elles connaissent un certain ralentissement dans leur rythme, n'en continuent pas moins. Pour l'essentiel elles se développent autour des revendications concernant la garantie de l'emploi, la riposte aux licenciements, aux fermetures, aux lock-out. Cependant, transparait dans les rangs de la classe ouvrière le sentiment de l'insuffisance des occupations, des remises en marche et de la revendication de nationalisation. Ces initiatives et revendications apparaissent de plus en plus comme n'étant pas aptes, en tant que telles, à vaincre la crise économique. Et la "bataille pour la production", mise au centre de la propagande du Parti communiste portugais (PCP), de l'Intersyndicale et du MFA depuis le 1er Mai, possède une emprise limitée sur une classe ouvrière qui se pose de plus en plus les questions suivantes : Produire pour qui ? Produire comment et quoi ? Comment les entreprises nationalisées -- environ 60% -- vont-elles être gérées ? Qui va décider d'un plan économique central et comment les travailleurs vont-ils pouvoir en définir les objectifs et en contrôler l'application ?

Si une hésitation se manifeste dans la classe ouvrière pour passer à un stade supérieur des luttes, il y a, en même temps, diffusion dans ses rangs de ces questions. Elles peuvent

être résumées par la formule suivante: "Bataille pour la production" ou "bataille pour le pouvoir" ?

Ce qu'il y a de plus significatif durant les deux dernières semaines réside dans la diffusion des initiatives d'auto-défense. Tout d'abord nombreuses sont les commissions de travailleurs qui insistent sur la nécessité de faire face au "sabotage fasciste". Dans de nombreux communiqués, les travailleurs mettent l'accent sur l'urgence qu'il y a à faire "partager l'instruction militaire" à tous les militants ouvriers. Ensuite, se développe une jonction effective entre les soldats et les commissions de travailleurs dans les comités de quartier. Des commissions de travailleurs reçoivent une instruction militaire dans certaines casernes. Des soldats entraînent des militants des "commissions de locataires" ou des "commissions de travailleurs". Ces initiatives n'ont pas encore une ampleur très grande, mais, néanmoins, elles marquent un changement dans les rapports entre les instruments d'auto-organisation des masses laborieuses et les soldats.

Ceci est d'autant plus important que la réaction tente de mettre à profit la situation de crise pour se lancer dans des opérations de harcèlement contre les locaux des organisations ouvrières et de leurs militants. Ainsi, dans le Nord, à Viseu, des militants du PCP se sont vus attaqués par des bandes réactionnaires. A San João de Madeira (près de Porto) c'est une manifestation d'environ un millier de personnes qui est organisée pour demander la libération d'un patron fasciste et membre de l'ELP (Armée de Libération du Portugal, d'extrême-droite). L'épiscopat de son côté s'efforce de regrouper une partie des forces de la réaction et va organiser le 29 juin un grand rassemblement à Lisbonne. La réaction se prépare de plus en plus à une confrontation avec le régime.

La direction du PS, sous couvert d'une campagne pour le "socialisme dans la liberté" multiplie les initiatives pour la défense de la démocratie parlementaire bourgeoise (contre la démocratie ouvrière fondée sur les conseils des travailleurs et des soldats), pour le maintien de la propriété privée et contre l'"anarchie" dans les usines, pour l'"ordre dans l'armée" (contre

l'auto-organisation des soldats).

Lors de la manifestation du 23 juin, qui était présentée comme une manifestation de soutien au Conseil de la Révolution, la tonalité réactionnaire dominait, d'autant plus que se sont joints à la manifestation le PPM, le PPD, le CDS et les maoïstes du PCP (m-1).

Face à ces manœuvres social-démocrates le PCP clame la nécessité de l'unité, mais donne pour objectifs aux travailleurs, afin de réaliser cette unité, "la bataille pour la production". Une "bataille" qui implique une mise en question des mobilisations et des revendications des travailleurs !

Un profond sentiment unitaire, issu de la victoire du 11 mars, existe dans la classe ouvrière. Il s'exprime aussi bien dans l'émergence et le renforcement d'organes d'auto-organisation des travailleurs (commissions de quartier, de locataires, de travailleurs, etc.), que sur le plan syndical où les travailleurs manifestent la volonté de trouver de réels accords, après discussion, sur les divers problèmes qui se présentent à eux.

Face à la division que les appareils bureaucratiques peuvent stimuler dans la classe ouvrière, face à la nécessité de faire un pas en avant pour répondre aux problèmes économiques et sociaux fondamentaux qui se posent aux masses laborieuses portugaises et face à la conspiration réactionnaire, nos camarades de la LCI (Ligue Communiste Internationaliste, organisation sympathisante de la IV^{ème} Internationale) développent une campagne systématique : pour l'unité d'action de toutes les organisations et de tous les organes représentatifs des travailleurs et pour la généralisation et la centralisation d'organes de pouvoir démocratiques et prolétariens. Cette campagne, la LCI la mène en front unique avec d'autres organisations, telles le MES, la LUAR, etc.. Nous publions ci-dessous un appel de la LCI pour la "construction et la généralisation des conseils ouvriers". Dans un prochain numéro nous publierons de larges extraits d'un Manifeste de la LCI qui présente les réponses essentielles des révolutionnaires face à la crise et pour la lutte pour le socialisme.

DECLARATION DE LA LCI

En avant vers la construction et la généralisation des conseils ouvriers !

Créons et unifions les piquets armés d'auto-défense dans les syndicats, les quartiers et les entreprises !

1. - La situation se tend très rapidement. Coincidant avec une offensive des forces réactionnaires du FNLA et de l'UNITA (Front National

de Libération de l'Angola; Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola), la réaction capitaliste lance une fois de plus ses attaques : des bombes, des explosifs, des attaques contre les locaux des organisations ouvrières, spécialement dans l'intérieur du pays, des manifestations réactionnaires dans les Açores et à Madère. Les méthodes de la réaction sont celles de la provocation, de la terreur, du sa-

botage économique, des licenciements massifs et des attaques systématiques contre le pouvoir d'achat des travailleurs.

Le vol d'armes dans la caserne de Sta Margarida est un pas important dans l'offensive de la réaction. Cependant les travailleurs organisent leur riposte avec une détermination plus affirmée que celle qui a permis d'écraser les tentatives de coup d'Etat du 28 septembre et du 11 mars : surgissent et se généralisent des détachements armés d'auto-défense, des comités de vigilance anti-fasciste, en contact avec les commissions de locataires et de travailleurs.

Mais, en même temps, le gouvernement et le MFA ne proposent pas les moyens fondamentaux qui permettraient d'écarter la réaction : dissoudre et désarmer les bandes fascistes, arrêter et juger publiquement les contre-révolutionnaires, armer les syndicats et l'Intersyndicale, les commissions de travailleurs et de locataires.

2. L'impasse actuelle ne peut se prolonger encore longtemps. Les travailleurs s'appuyant sur leurs organisations de masse peuvent prendre leur destin en mains ! La révolution avancera vers le pouvoir des travailleurs et de leurs organes représentatifs -- les conseils de délégués élus dans les entreprises, les quartiers et les villages -- que si, dès aujourd'hui, s'accomplissent les pas fondamentaux pour battre la résistance réactionnaire et mettre fin au chômage et à la misère, écraser la réaction et ses partisans.

On avancera dans cette voie en luttant pour :

- la généralisation et l'unification de tous les comités de vigilance populaire reliés aux piquets armés d'auto-défense dans les syndicats, les entreprises et dirigés par une coordination locale des commissions ouvrières et de locataires.

- La réalisation immédiate d'assemblées de zones qui centralisent et impulsent la création de conseils de délégués dans toutes les entreprises, qui suscitent le renforcement des commissions de travailleurs chargées d'appliquer le contrôle ouvrier sur les rythmes de travail, les commandes et les stocks, de réaliser des assemblées générales pour le contrôle de toutes les activités de l'administration (comme à la CUF où les travailleurs réclament la nationalisation) et finalement de proposer aux commissions de locataires de fixer les prix et de contrôler les prix de l'alimentation, des transports et des loyers.

- L'application d'une réforme agraire radicale remettant le produit de la terre à ceux qui la travaillent, unifiant la lutte commune des travailleurs de la terre et des villes contre l'exploitation capitaliste, pour la révolution socialiste.

3. Voilà les mesures qu'il faut appliquer immédiatement. Dans de nombreuses entreprises, les travailleurs ont déjà pris des initiatives allant dans ce sens. Voilà la voie de la lutte contre la réaction capitaliste, pour le socialisme.

Pour avancer, aujourd'hui plus que jamais, il est nécessaire de construire un solide front de toutes les organisations ouvrières. Contre le Capital, contre la réaction, tous les travailleurs, tous les révolutionnaires, tous les militants qui luttent pour le socialisme, ceux du PCP, du PS et de toutes les organisations révolutionnaires, doivent s'unir dans les organes représentatifs des travailleurs. Pour écraser les bandes du PPD et du CDS, pour empêcher de nouvelles provocations réactionnaires, pour défendre les travailleurs et leurs luttes, pour vaincre le sabotage économique et la pression des impérialistes, il n'est pas suffisant d'affirmer la volonté d'unité. Nous devons participer massivement dans les commissions de locataires, de travailleurs, dans les assemblées de zones, dans les conseils de villages, dans les comités de vigilance populaire.

4. Mais pour que ces mesures soient étendues à tout le pays et réellement appliquées il est nécessaire de dépasser les hésitations de ce quatrième gouvernement provisoire. De crise en crise, il est chaque fois plus incapable de faire face au chômage frappant plus de 200.000 travailleurs, à l'offensive réactionnaire et à la pression impérialiste.

Il est nécessaire d'imposer un gouvernement qui rompe avec la politique de collaboration de classes, qui nationalise sans indemnisation et sous contrôle des travailleurs les grandes entreprises commerciales, industrielles et agricoles, qui monopolise le commerce extérieur et crée une banque d'Etat unique, qui désarme les réactionnaires, dissout leurs organisations et interdit leurs activités, généralise le contrôle des travailleurs et des commissions élues par eux à tout le système de production et d'échange comme à l'ensemble de l'économie, et ceci à partir d'une planification centrale, et qui assure finalement les droits démocratiques des travailleurs et des soldats.

Ce gouvernement des organisations ouvrières doit être contrôlé par les travailleurs et par les assemblées syndicales, de quartiers et d'entreprises, et il doit être responsable devant les conseils de travailleurs élus sur les lieux de travail et d'habitation.

Ce gouvernement devra s'appuyer sur les travailleurs, sur leurs revendications, sur leurs décisions et sur leur mobilisation permanente. Il devra s'appuyer sur les comités représentatifs des soldats, des marins et des aviateurs, conduisant l'épuration des fascistes jusqu'au

bout, organisant des assemblées générales dans lesquelles ils élisent les officiers et assurant le droit de propagande et de réunion à tous les courants politiques et syndicaux.

5. Dès lors, pour le mouvement ouvrier et populaire, l'actuelle crise représente bien plus qu'une crise gouvernementale. Il est donc urgent d'élire des commissions de travailleurs ou des conseils de délégués qui puissent structurer l'offensive ouvrière, de préparer des assemblées de zones, d'organiser l'auto-défense et de coordonner les commissions de locataires avec les assemblées et les comités élus de soldats et de marins.

Ce sera autour de ces organes que les travailleurs devront se regrouper de façon décidée :
- pour appliquer la démocratie ouvrière, pour décider du futur, pour choisir des représentants;
- pour préparer une véritable assemblée nationale des travailleurs, réunissant toutes les organisations des travailleurs et des paysans,

en uniforme ou non, et luttant pour le socialisme.

Il est nécessaire de préparer les luttes décisives !

Pour la révolution socialiste, pour le socialisme se fondant sur les conseils des ouvriers et des soldats, sur la solidarité internationale avec la lutte des travailleurs et des révolutionnaires espagnols et des ex-colonies portugaises. Pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, direction prolétarienne du mouvement anti-capitaliste de masse !

En avant vers la révolution socialiste !
Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe !

Comité Exécutif de la
Ligue Communiste Internationaliste
(organisation sympathisante de la
IVème Internationale).

17 juin 1975

LA JOURNEE DU 11 JUIN DANS LE PAYS BASQUE

La journée de lutte du 11 juin dans tout le Pays Basque a montré que la terrible répression franquiste n'était plus capable d'empêcher des mouvements de masse. Cette journée avait deux objectifs : la lutte contre l'Etat d'exception et contre les peines de mort requises contre les deux militants nationalistes révolutionnaires : Garmendia et Otaegui.

En BISCAYE, ce sont environ 15 000 travailleurs qui ont participé à la mobilisation, malgré la répression. Des mouvements de grève importants se sont déroulés dans de nombreuses entreprises telles que : la Mecanica La Pena et Astra à Guernica, Precicontrol à Ermua, dans divers ateliers à Durango. Ici les commerçants fermèrent leurs magasins et une manifestation de 200 personnes eut lieu, malgré les forces de répression. Dans les villages de pêcheurs de Ondarra et Lequeito, les travailleurs de la mer ne sont pas sortis en mer.

En GUIPUZCOA, le mouvement eut une grande ampleur quand bien même il ne dépassa pas celui du 11 décembre dernier. La grève fut

très largement suivie dans toute la province. Dans diverses entreprises, la grève fut totale : à l'Alfa, Lambreta, Star à Eibar; à la Sigma à Elgoibar; à la Suchard à San Sebastian, à la Nerezan, Vizcaino, Gozmendi, Mill, Manterola à Herrera; à la Bianchi, Tubos Estanos, Astilleiros Luzuriaga à Pasajes, à l'Union Cerrajera de Mondragon et à l'Ecole Professionnelle de Mondragon, etc.. Dans l'industrie du meuble, en Guipuzcoa, la grève fut aussi totale. Plus de 70 000 travailleurs de la province de Guipuzcoa ont participé au mouvement, soit environ 80% des ouvriers.

En NAVARRE, les débrayages furent aussi nombreux. A Pamplune, capitale de la province, huit entreprises ont connu des mouvements, parmi lesquelles : la Super Ser, l'Onena l'Union Carbide, la Minicable, l'Electrocomo.

A Estella, ce sont une dizaine d'entreprises qui connaissent des débrayages; dans cette ville à la Varsalvai une assemblée massive s'est tenue dans l'entreprise. Le soir, une manifestation d'environ 600 personnes s'est tenue dans les

rues centrales de Pamplune.

Ces quelques informations, très partielles, donnent déjà une idée de l'importance du mouvement, de son degré d'organisation pour affronter le véritable état de siège qui sévit dans toutes les villes et tous les villages. Les Commissions ouvrières ont joué un rôle de pôle de ralliement unitaire et la preuve a été faite que la répression la plus dure ne suscitait plus une crainte paralysant les initiatives des masses.

La force des travailleurs basques se manifestera à nouveau lors de l'ouverture du procès de Garmendia et Otaegui.

A BARCELONE, une manifestation unitaire (avec le PCE, le PT (ex-PCI, la LCR-ETA(6), le MCE) rassembla 3 000 personnes qui affirmèrent ainsi leur solidarité avec la lutte de leurs camarades basques contre l'état d'exception et pour sauver les camarades Garmendia et Otaegui.

A VALENCE, diverses organisations -- parmi lesquelles l'OICE (Organisation de la gauche communiste), le MCE, l'Union communiste, la LCR-ETA(6) -- préparèrent une manifestation qui réunit 1 000 personnes. Ce fut la plus importante manifestation depuis celle d'avril 1973, en solidarité avec la lutte de San Adrian.

A l'échelle internationale, en France, en Autriche, en Belgique, en Suisse, en Suède, en Grande-Bretagne, des manifestations furent organisées avec la participation des sections de la IVème Internationale, pour affirmer la solidarité internationaliste avec la lutte des travailleurs du Pays Basque et contre la répression.

La dictature n'en continue pas moins de préparer les procès des camarades Garmendia et Otaegui, Eva Forest. José Antonio Garmendia a été transféré à la prison de Burgos, ce qui indique que son procès devrait s'ouvrir sous peu. Et la dictature franquiste va ouvrir un nouveau procès contre les dirigeants de la grève générale de El Ferrol de mars 1972.

Plus que jamais il est nécessaire d'amplifier les mobilisations pour sauver Garmendia et Otaegui, Eva Forest et tous les prisonniers politiques.

ERRATA

Dans le dernier numéro d'INPRECOR, une formulation ambiguë pouvant créer la confusion s'est glissée dans l'éditorial. Elle repose sur la possible confusion entre deux noms : José Antonio Garmendia, dont le procès n'a pas encore eu lieu et contre qui la dictature réclame la peine de mort, et Ignacio Garmendia, condamné le 5 juin à 23 ans de prison par le tribunal de Burgos.

La conclusion que nous tirions ("c'est le début d'une victoire") après avoir annoncé la peine frappant Ignacio Garmendia reposait sur la confusion entre les deux noms.

Les 23 ans infligés à Ignacio Garmendia reflètent la dureté criminelle de la dictature et la lutte reste entière pour sauver José Antonio Garmendia et tous ses camarades !

commandez le numéro spécial

The advertisement displays four covers of the special issue of INPRECOR, each with its title in a different language. The covers are arranged in a row, each with a white border and a dark background. The titles are: English: "the recession and prospects for the international capitalist economy"; German: "rezession und perspektiven der internationalen kapitalistischen wirtschaef"; French: "la récession et les perspectives de l'économie capitaliste internationale"; Spanish: "la recesión y las perspectivas de la economía capitalista internacional". At the bottom of each cover, the publication details are listed: "bimonthly, no. 27/28, June 5, 1975" for the English and French versions, and "bimensual, n.º 27/28, 12 de junio 1975" for the German and Spanish versions. The price is listed as "80 pes., 60fb, us\$1.50".